

rouge

hebdomadaire d'action communiste

**PAS DE CHEQUE
EN BLANC
A MITTERRAND!**



nous ne désertérons pas la rue!

Ils ne manquent pas d'air, les candidats nationaux !

Ils promettent le changement. Giscard autant que Chaband et vice-versa. Il paraît que le thème est bien coté aux sondages.

Quinze ans ! Seize ans même qu'ils sont au pouvoir. Ils ont eu tout le temps de changer. Et c'est maintenant que ça chauffe pour leurs fesses qu'ils se répandent en promesses.

Chaban annonce une « nouvelle société ». Bis. Déjà entendu. Usée la combine. Et Giscard une « nouvelle majorité », se situant au centre. Au centre ? Tu parles : elles sont nouvelles les têtes ; derrière Giscard, toutes les têtes de file de la droite conservatrice, de Lecanuet à Soustelle.

Chaban d'Estaing et Giscard Delmas n'ont pas le même projet par rapport aux institutions, au centre de gravité de la majorité, au mode de domination de la bourgeoisie. Mais du point de vue de l'austérité, de la répression, de l'exploitation des travailleurs, de l'armée de guerre civile, c'est, l'expression consacrée, chou vert et vert chou.

Des promesses à la réalité, il y a des années-lumières. En quelques semaines seulement, on est passé d'un plan ouvertement anti-ouvrier, durci encore par l'intervention personnelle de Pompidou, aux déclarations les plus alléchantes. Suspendus les appels au sacrifice... jusqu'au deuxième tour. Chaban prévoit « une véritable réforme fiscale » dès 75 ; il ne l'a pas attendue pour se dispenser lui-même d'impôts. Et Giscard qui parle de 10 % de hausse des prix pour 74, fait travailler ses propres services sur la base d'une prévision de 14 %.

Face aux duettistes « majoritaires », la candidature de Mitterrand prend consistance. Soutenue par le PCF, le PS, le PSU, par la CGT et la CFDT, elle apparaît à des millions de travailleurs comme un espoir d'en finir avec la mafia qui règne depuis 58.

Pourtant, ce n'est pas en leur direction que Mitterrand prend des engagements. A chaque intervention, il multiplie les assurances, les gages de modération et de respect envers l'ordre établi. Le profit ? Il n'est pas contre, à condition d'en limiter les abus. L'OTAN ? La France conservera ses alliances tant qu'elle n'en aura pas d'autres. L'alliance avec le PCF ? C'est par nécessité et non par goût, comme De Gaulle à la Libération...

Quel gouvernement, au cas où il serait élu ? Un gouvernement représentatif de la majorité présidentielle... Si ce gouvernement est refusé par l'Assemblée, alors de nouvelles élections, puis un gouvernement représentatif de la majorité parlementaire.

C'est la porte ouverte aux compromis en cascade ! Entre-temps, il y aura toute possibilité de remanier les alliances, de les élargir à droite, de jeter les bases d'un gouvernement de coalition. Il y a toujours du monde pour passer du côté du manche, quand il change de mains.

Déjà, Mitterrand a dit qu'il serait peut-être un nouveau Ramadier et non le nouveau Kérénsky qu'on prophétise. Ramadier s'étant en 47 séparé des ministres communistes. Et à Chaban qui lui rappelait ce mot, dans un débat radio-diffusé, Mitterrand n'a trouvé qu'une réplique évasive, en rien une ferme dénégation.

Beaucoup de faux-fuyants, beaucoup de louvoisements. Mais pas le début d'un projet ferme : la dissolution de l'Assemblée ? Non, pas plus qu'au Chili. Seulement si elle dissout le gouvernement. Le changement de Constitution ? Non. La réforme électorale instaurant la proportionnelle revendiquée par le Programme commun ? Pas même. Alors les législatives respecteraient les découpages électoraux organisés par le gaullisme.

Et pourtant, tout cela est bien modeste et n'a rien à voir avec une révolution. Mitterrand suit sa pente.

Seules les mobilisations ouvrières peuvent faire sentir leur force. Et tenir en respect la bourgeoisie. Y renoncer dès maintenant, c'est mettre le doigt dans l'engrenage de la capitulation. Déjà, au lieu de faire du 1^{er} mai une grande démonstration de force populaire, les partis de gauche se replient sur une fête champêtre inoffensive, flon-flon et saucisses. C'est le reflet de la campagne rassurante de Mitterrand.

Nous ne l'acceptons pas.

C'est pourquoi nous serons dans la rue ce 20 avril avec les militantes et les militants du MLAC, pour l'avortement libre et gratuit.

C'est pourquoi, dans la tradition du mouvement ouvrier, nous préparons dès à présent un 1^{er} mai de rue, un 1^{er} mai de lutte. Déjà en 69, dans le respect de la trêve électorale, les directions syndicales avaient escamoté le 1^{er} mai. Les révolutionnaires, malgré des forces alors limitées, l'avaient célébré malgré tout.

Nous n'y manquerons pas.

à partir du lundi 22

le quotidien
rouge

en vente dans les kiosques

pas à n'importe quel prix !

Dans la gauche et l'extrême gauche, les conseillers deviennent légions. Le machiavélisme matois devient prétexte à bazarder les principes. Et les rabatteurs électoraux de Mitterrand sont d'autant plus éloquents qu'ils ont des capitulations honteuses à cacher. Dans le *Nouvel Observateur*, Jean Daniel paternel et responsable, prêche la raison : « Ou bien nous reprochons à la gauche réelle de n'être pas idéale, ou bien nous faisons tout pour qu'elle le devienne ? ». Un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras. L'entourloupe est de taille : personne ne demande à la gauche d'être idéale, mais seulement d'être résolue à défendre les intérêts des travailleurs, et d'en être capable. Alors devant les accusations : candidature de division, intérêt de boutique, sectarisme illuminé, nous répondons en ouvrant le débat. Pourquoi une candidature révolutionnaire ? Les polémiques seront peut-être vigoureuses ; l'enjeu le justifie. Ce n'est pas à la veille d'épreuves peut-être décisives que l'extrême gauche doit se renier, abandonner la politique révolutionnaire pour la politiciannerie.

Nous avons répondu sans détour : nous voterons pour François Mitterrand au second tour, à condition qu'il n'accepte pas une coalition gouvernementale avec des partis significatifs de la bourgeoisie. La grande majorité des travailleurs mettent leurs espoirs en son élection, pour changer leur sort. Nous n'y ferons pas obstacle. Nous ferons cette expérience avec eux. Et, à la condition indiquée, nous ferons tout au second tour pour qu'aucune voix des camarades qui nous font confiance ne fasse défaut.

Oui, nous sommes prêts à partager cette expérience. A prendre sur le terrain des entreprises, des collèges, des universités notre part de travail.

Mais pas à n'importe quel prix.

PAS A N'IMPORTE QUEL PRIX

Nous nous souvenons du Chili. Comment l'oublier ? Il n'y a que 1 mois ! Avant le coup d'Etat, on expliquait là-bas qu'il ne fallait pas critiquer l'UP. C'était risquer de l'affaiblir : c'était diviser.

Après le coup d'Etat, il ne fallait pas critiquer davantage. Minute de silence unanime. Respect devant les morts. De toute façon il était trop tard... Et puis la critique risquait de diviser la résistance.

Diviser, avant ou après, là-bas ou ici, l'argument se retrouve.

Nous le refusons.

En présentant un candidat au premier tour, nous voulons nous faire entendre. Nous voulons dire dès maintenant que le programme de Mitterrand ne permet en rien de changer la vie, et que de toute façon on ne confie pas à un homme la transformation de sa vie. C'est une chose trop importante. On la change soi-même, et on est des millions à pouvoir s'organiser pour le faire.

Mais nous voulons dire aussi que le vote en faveur de Mitterrand n'est pas inconditionnel. Fallait-il en votant Allende lui donner un chèque en blanc pour faire entrer au gouvernement les militaires, sabre-peuple et tortionnaires du lendemain. En présentant un candidat révolutionnaire au premier tour nous voulons dire que le vote en faveur de Mitterrand au second, sera celui des travailleurs, mais qu'il ne doit pas être un blanc-seing permettant à Mitterrand de former un gouvernement de coalition avec Servan Schreiber demain, Lecanuet après-demain, et pourquoi pas les militaires « démocrates » s'ils l'exigent un jour...

Et si de tels compromis se nouaient entre les deux tours, nous nous abstenions au second tour. On ne tresse pas la corde pour se pendre.

LES TRAVAILLEURS NE COMPRÉNDRAIENT PAS

Dans *Tribune Socialiste*, Robert Chapuis nous assène l'argument massue : les travailleurs ne comprendraient pas. Ils ne comprendraient pas que le PCF ou le PSU présentent un candidat si un autre à une meilleure chance de battre la réaction.

Nous ne mangeons pas de cette argumentation là.

Il ne s'agit d'abord pas des travailleurs, mais d'une majorité de travailleurs. Une majorité de travailleurs qui ne comprenait pas en 1914 que Karl Liebknecht refuse les crédits de guerre au parlement allemand, qui ne comprenait pas en Espagne que les réformistes en Mai 1937 étaient en train de poignarder la révolution dans le dos, qui ne comprenait pas à quelle impasse sanglante menait la politique de l'Unité Populaire Chilienne.

L'honneur reste aux révolutionnaires qui n'ont pas cédé à cette incompréhension majoritaire.

De quoi aurions nous l'air au moment de rendre des comptes, au moment de nous expliquer ? Expliquerions nous : nous savions bien que Mitterrand et l'Union de la Gauche menaient dans une impasse parlementaire la classe ouvrière pleine d'espoir et d'ardeur, nous le savions, mais nous nous sommes tus parce que la majorité n'aurait pas compris ? Nous n'avons pas montré la voie, nous avons accompagné le mouvement !

Ce serait une capitulation honteuse. C'en est une de la part du PSU. Et déjà, Robert Chapuis préfère endormir les travailleurs qui l'écourent, plutôt qu'éveiller leur méfiance. « La bourgeoisie accepterait-elle facilement la victoire de l'Union de la Gauche ? Certes non, répond-il, les enjeux sont trop lourds. Mais elle doit savoir qu'elle devra affronter dans sa réaction l'immense majorité du peuple ». Elle doit savoir... Elle le sait d'ailleurs. Mais Chapuis qui prévient ainsi la bourgeoisie ne prend pas la peine de dire aux travailleurs ce qu'ils devront faire pour prendre les devants. Il mise sur la réaction de « l'immense majorité du peuple ». Immense majorité qui désarmée par l'UP, laissée sans consigne, a été vaincue par 60 000 mercenaires armés au Chili !

C'est un pari périlleux que fait le camarade Chapuis. Mais ce pari est la suite logique du ralliement inconditionnel, dès le premier tour, à la candidature Mitterrand : il n'y a rien dans le programme commun, rien dans la carte de visite présidentielle sur l'armement des travailleurs. Il n'est pas temps d'effrayer l'électeur.

« Les travailleurs ne comprendraient pas... »

avec le
parti socialiste



programme
commun



Photo NOGUES - GAMMA

CE QUE DE NOMBREUX TRAVAILLEURS NE COMPRÉNNENT PAS

Quant à nous, nous n'avons pas confiance. Nous pensons que c'est l'espoir, mais aussi les illusions des travailleurs qui s'exprimeront pour le vote Mitterrand. Et que notre tâche est de voir plus loin que le bulletin de vote, plus loin que le 20 Mai. De préparer les lendemains.

Nous ne croyons pas à la « révolution dans la loi », avec une assemblée bourgeoise, une armée bourgeoise.

Nous ne faisons pas confiance à ceux comme E. Maire qui se font les champions de l'autogestion, mais renvoient les travailleurs à leurs usines au moment des élections présidentielles qui appartiennent aux gens sérieux, aux spécialistes.

Nous ne faisons pas confiance à ceux qui promettent le pluripartisme, s'y engagent devant la bourgeoisie, mais maintiennent les exclusives contre les révolutionnaires dans les syndicats ou dans les manifestations.

Et il n'est pas indifférent que cette défiance ne se matérialise, y compris sur le terrain déformé des élections. Il n'est pas indifférent que par leur vote au premier tour des milliers de travailleurs disent à Mitterrand et aux partis de gauche : « Nous ferons une partie du chemin avec vous mais sans renoncer à nos idées, à notre programme. Et vous devez en tenir compte ».

Les travailleurs ne comprendraient pas, camarade Chapuis ? Mais ce que de nombreux travailleurs du PCF et du PSU ne comprennent pas, c'est qu'il leur faille bloquer sur Mitterrand leurs voix dès le premier tour. Sans se regrouper et se compter sur leur propre programme qui n'est pas exactement le programme commun. Des partis qui ne concevaient le programme commun que comme une étape devaient le dire, par la voix de leur candidat. Dire : c'est le socialisme que nous voulons ; nous nous y préparons. Sinon, avec le ralliement inconditionnel, c'est leur propre programme qu'ils enterrent !

LES MIRAGES DE L'ARITHMETIQUE ELECTORALE

On nous dit enfin : et si Mitterrand atteignait les 45, les 47 %... Serait-il raisonnable de présenter un candidat ?

Halte-là. Le raisonnement est faux. Nous quittons la politique de classe pour l'arithmétique électorale.

Cette logique qui demande de se retirer pour faire masse, est la même qui conduit à mettre de l'eau dans son programme pour attraper des voix à droite.

Nous ne sous-estimons pas une victoire électorale comme encouragement au mouvement des masses. Comme élément du rapport de force. Elle peut être un moyen. Elle ne se confond pas avec la fin. On commencerait par lui sacrifier l'expression autonome des révolutionnaires, et demain on rognait sur les revendications ouvrières pour atteindre un score électoral de 51 %, puis de 60 % comme le prétend le PC italien.

Nous ne cédons pas à cette logique. Nous disons au contraire, c'est en se montrant résolu, prêt à se battre, qu'on rassemblera les forces ouvrières, convaincues qu'on ira jusqu'au bout et que cette fois le jeu en vaut la chandelle.

Nous n'attendons rien de bon d'une victoire électorale par surprise, qu'il faudrait ensuite payer de concessions et de compromis pour rassurer la petite bourgeoisie et le patronat.

S'il y a derrière Mitterrand un réel mouvement populaire, il se renforcera entre les deux tours en devenant crédible, en même temps que l'électorat de la majorité se divisera, certains étant toujours prêts à changer de camp en même temps que d'espoir.

Ce qui reste essentiel c'est l'auto-organisation des travailleurs, leur vigilance organisée, leur autodéfense. Une victoire électorale peut favoriser le déclenchement d'une crise révolutionnaire. Elle ne la résoud pas. Et une victoire électorale n'est qu'une manière parmi d'autres d'ouvrir une telle crise, Mai 68 l'a montré. Il ne faudrait pas l'oublier.

D.B.

La récession qui s'annonce dans plusieurs pays capitalistes, la crise du pétrole et la flambée des prix des matières premières, les difficultés monétaires placent les problèmes économiques au centre de la campagne électorale. Giscard s'efforce d'apparaître comme un technicien compétent et pour tout dire irremplaçable. Chaban propose un « plan » sur 30 mois. Mitterrand en fait aussi un cheval de bataille : « On a trop dit que la majorité avait une politique économique et nous pas. ».

La politique d'un éventuel gouvernement de gauche serait-elle de détruire le capitalisme ou de l'aménager ? Comment faire face si la bourgeoisie sabote comme au Chili ? Comment lutter contre l'inflation ?

Le Programme commun s'ouvre par une déclaration solennelle : « Pour ouvrir la voie au socialisme, des changements profonds sont nécessaires dans la vie politique, économique et sociale de la France ».

Et depuis sa signature, ses défenseurs, des économistes du PCF aux technocrates du CERES, ont longuement répété qu'il proposait « une autre logique de développement », « une économie qui réponde aux besoins des masses », etc...

« CHANGER LA VIE EN LAISSANT SES ARMES A LA BOURGEOISIE ?

En fait, s'il apporte quelques satisfactions à des revendications immédiates de la classe ouvrière pour l'essentiel il conserve l'ordre existant :

sur le plan politique : l'appareil d'Etat bourgeois (armée, police, justice, etc.), conçu et forgé pour défendre l'ordre social capitaliste, n'est pas détruit. Il reste en place, alors qu'il n'est pas un instrument neutre qu'on pourrait mettre au service des travailleurs simplement en s'en emparant. Bien plus, F. Mitterrand, en conformité avec le programme commun, confirme que l'on conserve la Constitution de la Ve République, et que l'on se contente de la démocratiser, en y annexant par exemple une « Charte des Libertés ».

sur le plan économique : l'économie française, tout d'abord, reste une économie capitaliste. Les partisans du programme commun insistent sur le fait que les nationalisations étaient la « clef de voûte » de tout le programme.

Nous avons fait remarquer à l'époque :

— que la nationalisation de neuf grands groupes industriels par ailleurs indemnisés (le document commun de février 74 précise qu'ITT, le putschiste chilien, et Honeywell Bull, le profiteur de la guerre d'Indochine, seront indemnisés !), et le prix de participation dans quatre autres (le fameux « seuil minimum »), laisseraient en place un secteur privé contrôlant 87 % de la population active, 86 % de la production intérieure brute, et 55 % de l'investissement industriel.

— qu'au sein même du secteur privé, demeure un secteur monopoliste considérable comprenant des trusts aussi importants que : Michelin, Citroën, Peugeot, BSN, Shell-France, Pennaroya, les trusts des industries agricoles et alimentaires, le trust Hachette qui contrôle une grande partie de la presse et de la radio (que l'on songe au rôle qu'a joué la presse bourgeoise aux mains du secteur privé au Chili !).

— que la nationalisation, dans le cadre de l'Etat bourgeois maintenu, ne supprimait en rien les rapports de production capitaliste, l'exploitation des travailleurs par le capital.

En d'autres termes, nous montrions que les nationalisations prévues n'entraînent ni la disparition du capitalisme, ni même celle du « grand capital » ! La bourgeoisie conserverait l'essentiel de ses leviers de commande économique.

MITTERRAND : « L'ESPRIT D'INITIATIVE DE TOUS LES ENTREPRENEURS »

Mitterrand entend axer une grande partie de sa campagne sur la politique économique d'un gouvernement de gauche. Dans ce domaine, non seulement il donne l'interprétation la plus restrictive et la plus étalée des mesures déjà restreintes prévues par le programme commun ; mais de plus il multiplie les gages donnés à la bourgeoisie.

« Notre programme de nationalisations est modeste », a-t-il déclaré. C'est le moins qu'on puisse dire. Déjà le programme commun prévoyait un « seuil minimum » de 9 nationalisations, susceptibles d'être étendues « de façon progressive et

souple » ; sans autre précision. Mitterrand fait de ces 9 nationalisations un maximum, en se donnant toute la durée du mandat présidentiel pour le réaliser. Et il confirme sans ambiguïté : « Tout le reste, c'est le secteur privé, et il sera respecté » ; il se sentira « à l'abri de l'interven-

tion dirigiste de l'Etat » (sic !). Citroën et Hachette peuvent se rassurer.

Bien plus, non seulement le capitalisme est maintenu, mais on en appelle à son « dynamisme » : F. Mitterrand demande au secteur privé (dont bien sûr la partie monopoliste de « produire, imaginer, s'installer de plus en plus dans la concurrence, aller conquérir les marchés à l'extérieur » ; il lance un appel « à l'esprit d'initiative et de conquête des marchés de tous les entrepreneurs de France » (F. Mitterrand, conférence de presse, cf. le Monde, 14-15 avril 1974).

Mais comment le capital fait-il pour se développer, si ce n'est en accroissant l'exploitation ? Comment fait-il pour s'installer de plus en plus dans la concurrence, si ce n'est en accroissant l'exploitation et le chômage ?

Tous sur le plan économique, l'économie française non seulement demeure capitaliste, mais reste totalement insérée

dans l'organisation économique du capital international. Les déclarations de Mitterrand n'ont fait que confirmer, sur ce point, le programme commun : maintien de la France dans le cadre de l'Alliance Atlantique, acceptation du cadre du Marché Commun, pas un mot sur un quelconque monopole sur le commerce extérieur. Rappelons-nous, par ailleurs, que dans le document commun de février 74, on proposait un certain nombre de mesures de contrôle des mouvements de capitaux dont l'inefficacité était patente, et dont la mise en œuvre ne saurait susceptible en rien d'empêcher des mouvements spéculatifs de capitaux.

Ce qui est proposé finalement, par le programme commun et par F. Mitterrand, sous le couvert d'indépendance nationale,

GOVERNEMENT DE GAUCHE ET PROFIT CAPITALISTE : UNE CONTRADICTION INSOLUBLE

Le programme commun, et a fortiori la politique annoncée par Mitterrand laissent à la bourgeoisie l'essentiel de ses instruments de domination, et maintenant le système capitaliste en France. Et pourtant on prévoit un certain nombre de mesures sociales, dont le financement même si elles sont limitées, porterait atteinte aux profits des monopoles. C'est là précisément qu'apparaît la contradiction essentielle.

Entendons-nous bien, la destruction de l'Etat bourgeois et du système capitaliste signifierait la disparition d'une masse considérable de gaspillages (dépenses mili-

la rose et l'argent

sous le couvert des intérêts de cette France éternelle composée « d'une série d'êtres et de choses » (5) (F. Mitterrand, cf. conférence de presse), c'est une politique qui, en définitive, aboutirait à favoriser l'exploitation des travailleurs par des capitaux français (privés ou publics) plutôt qu'étrangers, préférerait voir les travailleurs de Lip ou de Roussel exploités par des capitalistes français plutôt que suisses ou allemands ! C'est le sens profond que l'on doit accorder à l'appel récent de G. Marchais « à tous les patriotes, quelle que soit leur idéologie politique ».

Combien de fois faudra-t-il répéter qu'à partir du moment où subsistent l'Etat bourgeois et le système capitaliste (ce qui est le cas à l'heure actuelle ! Et ce qui serait le cas si le programme commun était appliqué), l'« intérêt national » ne saurait être autre que celui du capital, et non celui des travailleurs.

taires, sous-utilisation permanente des capacités de production, chômage, dépenses parasitaires des monopoles, hypertrophie des appareils commerciaux, etc.). Il serait alors possible de dégager des ressources très importantes, permettant de satisfaire les besoins des travailleurs bien au-delà de ce qui est prévu dans le programme commun : réduction radicale de la durée du travail, gratuité de certains produits et services, etc...

La bourgeoisie a donc radicalement tort lorsqu'elle affirme qu'on peut démontrer scientifiquement que les revendications proposées par l'Union de la Gauche sont utopiques et économiquement non viables. Encore une fois, on pourrait aller beaucoup plus loin encore dans la satisfaction de l'intérêt des travailleurs... mais à condition d'avoir abattu le système capitaliste.

LES NATIONALISATIONS AU CHILI

1970 : un document préparé pour la discussion du programme de l'UP recense 253 entreprises

considérées comme « stratégiques ». La liste passera à 155 pour aboutir finalement au chiffre définitif de ce programme : 90 nationalisations, dont 74 entreprises industrielles. Ces entreprises ne concernent que 10 % de la classe ouvrière industrielle. Des branches entières sont à peine affectées : ainsi restent en dehors 91 % des travailleurs des industries alimentaires, 98 du bois, 96 % du textile.

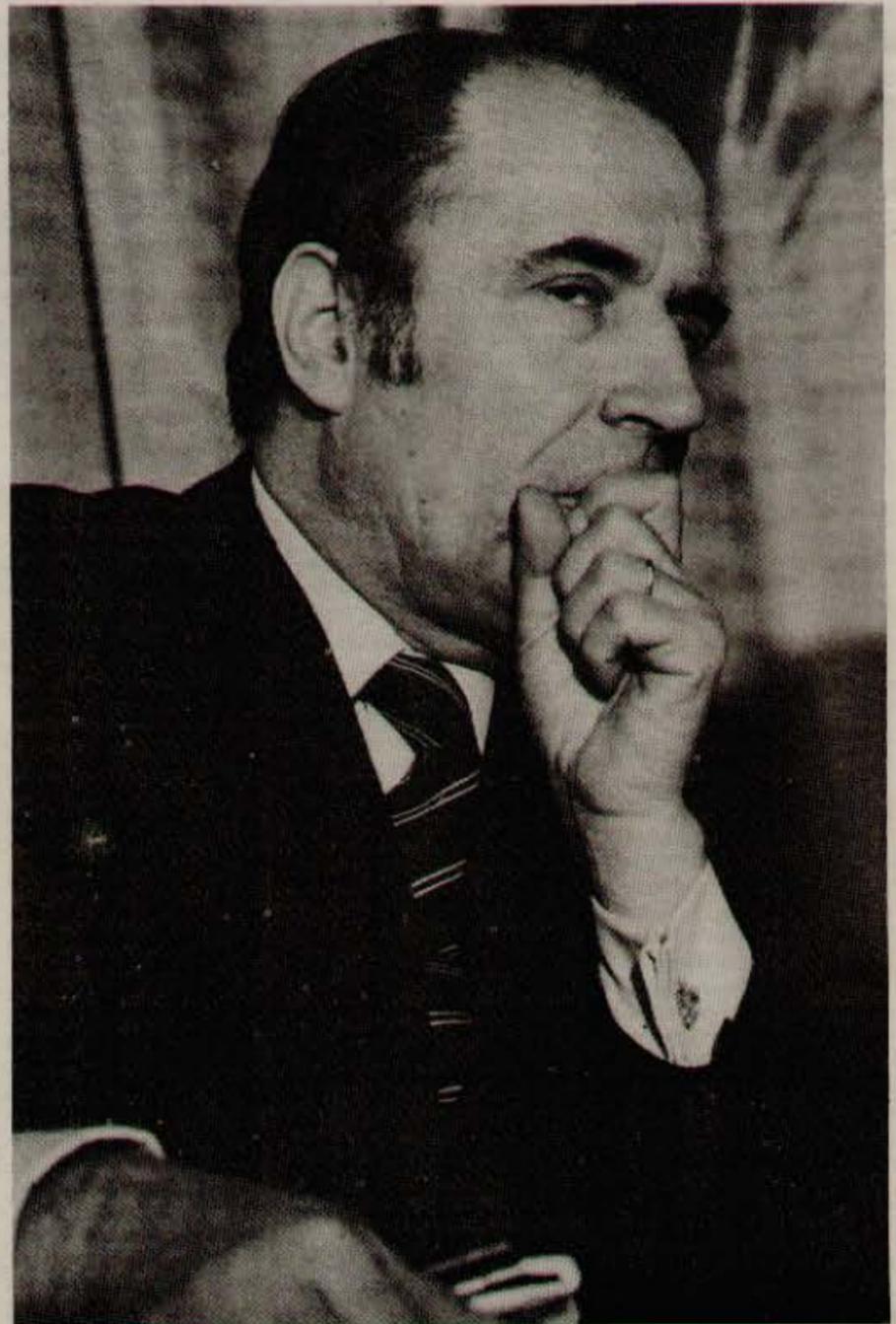
1970-1972 : l'application de ce programme se trouve soumise à des pressions radicalement opposées :

— d'une part l'action de la bourgeoisie (directe et indirecte) vise à faire obstacle à sa réalisation : elle réussira à empêcher le contrôle ou la réquisition de 25 des 74 entreprises prévues.

— d'autre part la pression de la classe ouvrière qui se mobilise et réclame au cours de ses luttes l'intégration des entreprises à l'APS comme solution des conflits avec les patrons : 167 entreprises serait ainsi réquisitionnées ou « intervenues » (en voie de nationalisations) jusqu'à la crise d'octobre 72. Sur ces 167 entreprises, 43 seulement faisaient partie des sélections inscrites dans le programme de l'UP.

Octobre 1972 : c'est la première contre-offensive de la bourgeoisie, la fameuse « grève des patrons » : petits propriétaires, avocats, commerçants, ingénieurs, essaient de paralyser le pays. La riposte de la classe ouvrière est immédiate et énergique : par dizaines des usines sont occupées et placées sous le contrôle des travailleurs, qui les font tourner pour leur propre compte. A l'issue de cette crise, 65 nouvelles entreprises sont intégrées au « secteur de propriété sociale », ce qui fait à présent un total de 232. Parmi ces 65 entreprises, 9 seulement faisaient partie du programme de nationalisations de l'UP.

Janvier 1973 : le ministre de l'Economie, Orlando Millas (PC) propose une délimitation des secteurs privé, mixte et socialisé qui revient à rendre 43 entreprises à leurs anciens propriétaires. Devant la résistance acharnée des cordons industriels, il doit reculer.



MITTERRAND ET LE PROFIT (SUITE)

Interrogé le 16 avril à RTL par un journaliste qui lui demandait s'il était contre le profit, Mitterrand a répondu textuellement ce qui suit :

« Comment pourrions-nous être contre le profit dans une économie de marché où la France se trouve par sa nature même, par son appartenance au Marché Commun, par la zone d'influence américaine ? Comment est-ce concevable ? Ce que la gauche se contente de dire — et ce que je dis en son nom — c'est qu'il ne faut pas que le profit dirige et soit le maître de notre économie, et que ce soient les... les... profiteurs... enfin, comment dirais-je ? Le mot « profiteurs » a un côté péjoratif, alors je le retire : je veux dire : les bénéficiaires de ce profit, qui sont essentiellement des grands groupes financiers, quelquefois des sociétés multi-nationales (quo'on appelle grossièrement souvent les monopoles), il ne faut pas que ce soient ceux-là qui soient les maîtres de notre économie. Or c'est ce qui se passe. Donc je ne suis pas contre le profit, mais je ne veux pas que le profit dirige l'économie française ».

Or, comme nous l'avons vu, le programme commun, et a fortiori celui présenté par Mitterrand, maintiennent le système capitaliste. D'un autre côté, on se dit prêt à satisfaire un certain nombre de revendications : F. Mitterrand les a énoncées : SMIC à 1200 F, échelle mobile, relèvement du minimum vieillesse et la promesse ultérieure de la retraite à 60 ans, de 5 semaines de congés payés, d'une baisse non chiffrée (d'ici deux ans) de la durée du travail, baisse de la TVA sur certains produits, etc... plus des promesses. Comment seront financées ces mesures ? Il est évident que l'emprunt annoncé de 10 milliards de francs n'y suffira pas. Alors ?

La seule solution serait effectivement de « faire payer les riches ». Et certaines mesures du programme commun vont effectivement dans le sens d'une diminution des profits du secteur privé, notamment du secteur monopoliste (hausse des salaires et des cotisations sociales, hausse de l'impôt sur les sociétés, suppression de « cadeaux » de l'Etat aux monopoles).

Mais cela soulève d'emblée deux difficultés pour toute stratégie réformiste :

* s'engager trop loin sur ce terrain, c'est risquer de déboucher sur un affrontement à court terme avec la bourgeoisie, que le PCF et le PS cherchent à éviter à tout prix.

* mais prendre des mesures qui limitent les profits, sans toucher au système capitaliste, dont la logique même de fonctionnement est celle du profit, c'est à la fois illusoire et largement inefficace. Il est illusoire de faire croire que le système capitaliste peut fonctionner sans gaspillage et sans inflation ou que l'inflation peut être éliminée par une simple réduction des inégalités (comme l'affirme Mitterrand). Il est illusoire de faire croire que dans le cadre du système capitaliste, de fortes hausses de salaires sont possibles sans que la bourgeoisie n'en récupère tout ou partie par des hausses de prix ou de cadences.

Toute la « logique » économique des réformistes est précisément cette contorsion permanente pour chercher à concilier l'inconciliable. C'est ainsi en particulier qu'ils expliquent que les hausses de salaires permettent de satisfaire à la fois l'intérêt des travailleurs (en permettant de satisfaire leurs besoins) et celui de la « nation » (en permettant d'augmenter la consommation intérieure et donc de stimuler la production). Raisonnable à la fois scandaleux et faux : il est en effet scandaleux de voir dans « l'Humanité » du 2-4-74, Jean-pierre Gaudard se féliciter de « la croissance permise par les suites des succès de mai-juin 68 » : « jamais les investissements n'avaient été aussi importants. » (sic).

Ce qui revient à se réjouir des meilleures conditions d'accumulation capitaliste, elle-même porteuse des rapports d'exploitation capitaliste. Faux parce que, dans le système capitaliste, la hausse des salaires ne peut avoir de bons effets... que si les capitalistes se rattrapent en augmentant leurs prix et leur exploitation, bref en faisant tout pour augmenter leurs profits : c'est ce qui s'est passé en septembre 1968, par l'accélération des cadences et la hausse des prix. Sous Mitterrand, comme cela s'est passé sous Allende, l'inflation

s'accroîtra, non pas parce que les revendications sont « déraisonnables » (nous avons vu qu'elles étaient même insuffisantes), mais parce que le système capitaliste sera maintenu et que la bourgeoisie augmentera ses prix pour récupérer ce qu'elle aura perdu au niveau des salaires.

Bref, il est parfaitement illusoire de garder le système capitaliste et de prétendre vouloir s'en prendre à son moteur (le profit) et supprimer ses effets (exploitation, gaspillage, inflation, etc...).

UN CHOIX INEVITABLE

L'exemple de 1936 en France et surtout celui du Chili montrent que la bourgeoisie n'est pas disposée à laisser rogner calmement ses profits sans réagir. Si elle les sent menacés, elle mettra tout en œuvre pour saboter et elle aura d'autant plus les moyens de le faire qu'elle aura conservé l'essentiel de ses instruments de domination économiques et politiques. On a

vu au Chili la façon dont la bourgeoisie a utilisé sa presse, un certain nombre de secteurs non nationalisés aussi importants que le bâtiment ou les transports, son appareil d'Etat non détruit (son armée par exemple !).

Ce sabotage serait prévisible en France également.

Face aux réactions violentes et au sabotage de la bourgeoisie, il y aura deux voies possibles :

* Soit se donner effectivement les moyens d'empêcher le complot économique de la bourgeoisie (par l'expropriation immédiate des biens de tout propriétaire, par la levée du secret commercial et bancaire, par le monopole d'Etat sur le commerce extérieur) et d'étouffer dans l'œuf tout complot militaire (par la reconnaissance des droits politiques et syndicaux des soldats, par la constitution des milices ouvrières dans les usines et les quartiers, par la révocation des officiers fascistes et la dissolution des corps spécia-

lisés de répression). C'est la voie que trace le Programme d'action de « Rouge ».

* Soit comme l'a fait l'Union populaire devant la Démocratie chrétienne, multiplier les compromis et les reculades en refusant de s'appuyer sur les mobilisations ouvrières, creusant ainsi sa propre tombe, voir même chercher à s'affirmer aux yeux de la bourgeoisie comme de « loyaux gérants » du capitalisme, comme peuvent l'être un Brandt ou un Wilson.

Or, tout leur passé, comme leurs déclarations actuelles montrent que les dirigeants de l'Union de la gauche choisiraient la voie sans issue du compromis à tout prix et non celle de la mobilisation des masses pour abattre définitivement le capitalisme.



LEURS TROGNES

En France, en 1945-47, les mots d'ordre du PCF étaient : « gagner la bataille de la production » et « la grève est l'arme des trusts ».

L'année dernière, déjà, avant les élections législatives, Séguay nous expliquait que l'Union de la gauche n'entendait pas « se laisser accabler par une avalanche de revendications dont la satisfaction aurait tôt fait d'épuiser les finances publiques et de ruiner les entreprises » (L'Humanité du 17-1-1974), tandis que Marchais ajoutait : « les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance. » (Le Monde du 24-1-1974).

Aujourd'hui, les déclarations de F. Mitterrand, soutenues par le PCF, vont dans le même sens et tentent de donner le maximum de gages à la bourgeoisie.

LE DESIR DE RASSURER

Alors que, nous l'avons dit, les mesures sociales du Programme commun sont in- on modère encore :

- F. Mitterrand insiste sur l'insuffisance du taux de croissance actuel (4,5 %) pour laisser entendre que les travailleurs ne devront pas être « impatients ». Laurent Salini renchérit dans L'Humanité : « le lourd héritage que nous laisse la droite, la volonté d'éviter tout bouleversement conduisent à procéder avec ordre » (13-4-1974).

- Il étale dans le temps la réalisation d'un certain nombre de mesures sociales, ainsi par exemple, ce n'est qu'entre 6 et 24 mois après son élection éventuelle, que seraient accordés la retraite à 60 ans, ou une baisse, non chiffrée, de la durée du travail qui pourrait être les 40 heures. Si c'était le cas (ce qui n'est pas acquis), elles seraient obtenues en 1975 ou 1976 sept ou huit ans après Grenelle, quarante ans après les accords Matignon ou la classe ouvrière les avait déjà eues.

- Le plan de 5 ans qu'il a présenté est réduit, pour le moment à un tissu de généralités.

- Il parle de la nécessité d'accroître la production et la productivité (alors encore une fois, que le système capitaliste est mai tenu), mais il ne dit pas un mot sur le développement des luttes ouvrières : on invite les capitalistes à se moderniser à exporter, on explique à la bourgeoisie qu'on sera les meilleurs défenseurs de la monnaie, mais rien sur les luttes ouvrières. Le PCF prête main-forte à cette opération, en faisant tout pour maintenir la « trêve électorale », en faisant tout pour que comme dans les banques, les luttes s'arrêtent. En annulant la manifestation du 1er mai, les bureaucraties réformistes de la CGT et de la CFDT et de la FEN ont adopté la même logique. Gageons que l'Union de la gauche au gouvernement ferait tout ce qui est en son pouvoir (avec la marge que lui laisserait la combativité ouvrière) pour freiner les revendications du contrôle des prix provisoirement annoncé par Mitterrand (3 mois), dont on sait qu'il est toujours illusoire dans le cadre du système capitaliste, ne sera d'un argument de plus pour tenter d'enterrer les revendications. L'opération « rassurer » la bourgeoisie va enfin s'accompagner d'une tentative d'« ouverture » au niveau politique, qui sera probablement de plus en plus nette, à l'égard des forces bourgeoises et cela avec la bénédiction de G. Marchais qui parlait le 11-4-74 d'une « union prête à s'ouvrir à toutes les forces qui voudront s'associer à cette grande œuvre de rénovation sociale, démocratique et nationale. » (L'Humanité du 12-4-74)

La conclusion de tout cela est claire : la politique économique d'un éventuel gouvernement Mitterrand, parce qu'elle refuserait de s'attaquer au système capitaliste lui-même non à ses manifestations les plus voyantes, parce qu'elles laisseraient intact l'Etat bourgeois, serait incapable de répondre durablement aux exigences des travailleurs (chômage, inflation, réduction du temps de travail) et de faire face au sabotage de la bourgeoisie.

C'est seulement en débordant le cadre réformiste d'une telle politique, en engageant résolument la lutte contre la bourgeoisie, que la classe ouvrière pourra donner les moyens d'une politique économique conforme à ses intérêts.

Le 15-4-74
Jacques Saulnier

JACQUES CHABAN-DELMAS

Chaban-Delmas se confiant à ses biographes se complait à raconter comment, dès l'âge de 18 ans, il fut contraint de travailler comme sous-écrivain dans une feuille de chou, intitulée L'Information. Il y gratta du papier durant 5 ans. Quand la guerre éclate, il se lance dans le renseignement pour les réseaux gaullistes. Ses raisons ? L'intérêt répond : « J'étais à l'âge de l'aventure, le goût du risque me fascinait. Qui sait ? Neveu de Darnaud, je me serais peut être engagé dans le LUF ». Les activités clandestines ne l'empêchent pas de passer à l'Inspection des Finances sous Vichy. En 1944, délégué militaire national, il est nommé général de brigade. Il a 29 ans. Au moment de la Libération, sa principale activité, en tant qu'envoyé spécial de de Gaulle, consista à tenter d'empêcher l'insurrection de se développer ce qui lui vaudra du communisme Pierre Villon ce jugement sévère : « Je n'ai jamais vu un général français aussi lâche ».



L'après-guerre le trouve secrétaire général du ministère de l'Information, sous Malraux puis sous Soustelle. Démissionnaire ayant adhéré au Parti Radical, il part à la conquête de Bordeaux. Député, puis bientôt député-maire, il se rendra célèbre en faisant construire des HLM sur un ancien marécage, si bien que les immeubles de dix étages prirent rapidement une inclinaison digne de la Tour de Pise. Sombre histoire de spéulation sur les terrains qui faillit lui coûter la mairie. Bien avant l'affaire Ford, Chaban use de ses appuis : c'est ainsi que sur intervention personnelle de de Gaulle, une usine aérospatiale est installée à Bordeaux. Alors qu'il est ministre des transports, il fait adopter le projet de construction d'un pont sur la Gironde d'un prix exorbitant. Il abandonne ensuite le Parti Radical pour le RPF. En 1954, Ministre de Mendès France, il remplace en 1956, en participant avec les compères Mitterrand et Mollet au Front Republicain.

De Gaulle s'étant décidé à répondre à l'appel de l'histoire pour servir la France, c'est encore Chaban qui servira d'intermédiaire entre le général et Mollet.

S'étant propulsé à la présidence de l'Assemblée, il se tiendra en réserve pen-

dant 11 ans, attendant que Pompidou l'appelle à Matignon. C'est de cette époque que date son appel à la « nouvelle société », qui sera renvoyée en même temps que son auteur en 72.

GISCARD D'ESTAING



Ancien énarque, il fait son entrée dans la politique, en 1954, comme directeur adjoint du cabinet d'Edgar Faure. Après la dissolution de l'Assemblée en 1955, il est élu député du Puy de Dôme. Quatre ans plus tard (1959), Michel Debré lui confie le poste de secrétaire d'Etat aux Finances.

1962 : le Centre National Indépendant se divise. Giscard dirige l'aile qui bientôt se nomme Républicains Indépendants. 1967 c'est l'année du fameux Oui, mais d'adhésion réticente au projet gaulliste.

Les mésaventures avec le gaullisme, les crises de fureur que suscitent de plus en plus régulièrement ses déclarations hérétiques le mènent à son éviction par le Bonaparte.

Il lui faudra attendre 69 et Pompidou pour rentrer en grâce. Dès lors, il deviendra l'éternel Monsieur Impôts. Il fut la cible préférée du CID-UNATI de Nicoud. Son dernier coup : relever à 43 % le tiers provisionnel.

Mais le projet politique de Giscard est plus ambitieux que celui d'un simple ministre. Il résulte de l'effritement du gaullisme. Il veut rassembler derrière lui, tout ce que le pays compte d'anti-communistes et pour ce faire élargir l'actuelle majorité au centre.

C'est dans cette optique qu'il se présente aujourd'hui contre Chaban. Sa lutte contre ce dernier a souvent pris des aspects curieux. Ainsi, le Canard Enchaîné avançait comme possible que Giscard ait lancé par en dessous les affaires de la feuille d'impôts, Dega, dans le but de discréditer le ci-devant premier ministre.

Néo-atlantiste, admirateur des Etats-Unis, représentant de la droite classique, Giscard est bien décidé à achever le gaullisme les 5 et 19 mai prochains.

LE ROYER DES ROIS

Le voilà candidat, l'inquisiteur de Tours, l'anti-sexe, l'anti-libido, l'anti-vie. Emacé et fanatique comme un moine d'antan.

A qui prendra-t-il des voix s'est-on demandé.

A Chaban sûrement. Aux réformateurs aussi. A Mitterrand peut-être.

Mais alors qui sert-il ?

S'il n'était que d'une savante manœuvre, sa candidature risquerait de favoriser Giscard d'Estaing en le faisant arriver devant Chaban au premier tour.

Mais Giscard est pouffant la bête noire de l'électorat auquel s'adresse Royer. Grand argentier, grand mangeur d'impôts, de TVA et de paten-

tes, il hante les nuits de la boutique.

Alors, Royer serait-il là pour lever la bannière de la droite fascisante ? Non pour aujourd'hui — il n'a aucune chance — mais pour demain ou après-demain.

A noter que sa candidature a été suggérée par le très réactionnaire « Parisien libéré » qui se mouille ainsi ouvertement pour la première fois depuis son soutien à l'OAS :

« Candidat de la majorité silencieuse, il s'adresse à tous ceux qui ont été trahis, déçus dans leurs espoirs, trompés, dépouillés par une fiscalité dévorante... Les petits commerçants, les artisans, les épargnants, les amis de l'avortement libre et de la sexualité le soutiennent. »

ROYER

Maire de Tours, ascète chrétien, cinq enfants, Royer n'a pas l'air décontracté comme Chaban-Delmas ou Giscard d'Estaing. L'un de ses thèmes favoris : la lutte anti-pornographique sur sa bonne ville de Tours. Pour ce faire, il alla jusqu'à faire brûler en place publique des œuvres d'art jugées obscènes. Il fit également fermer des salles de cinéma dont les gerants affichaient à l'extérieur des photos « licencieuses ».

L'échec fut total puisque peu après cette croisade délirante, la Fédération française du Naturisme tenait son XVIIème congrès à Tours tandis qu'un institut de sexologie était créé à l'université, le premier de France.

Avec la formation de cabinet Messmer II, il lui fut attribué le ministère du petit commerce : Royer s'y attela avec tant de sérieux que ses amis politiques regretteront le temps où il combattait le sexe. C'est lui qui menaça de démissionner si sa loi revalorisant le petit commerce n'était pas votée. Loi qui mérita Nicoud tant elle était favorable aux projets du CID-UNATI.

Avec son projet démagogique, sa lutte pour les valeurs françaises, Royer s'est, à coup sûr, attiré la sympathie de tout ce que la France connaît de réactionnaire au premier degré. Projet fascisant en bannière, St Georges Royer a décidé de combattre le dragon du sexe et du communisme « au cours d'une campagne ardente et vigoureuse ».

On ne peut terminer ce portrait du bonhomme sans citer l'une de ses perles tirées de son discours du 13 avril 74 :

« Je vais me battre. J'aborde la campagne avec vigueur et ardeur mais sans les moyens considérables dont d'autres disposent. C'est la noblesse et la servitude de la solitude. Ce que nous n'aurons pas par la puissance matérielle, nous essaierons de le compenser par le rayonnement de la conviction ».

Monsieur Travail, Famille, Patrie a parlé et pensez que ce même monsieur a interdit le film américain « Je veux un homme ». Un programme.



« Ennemis de la sexualité », bigre ! Il ne badine pas le Royer !

Seul inconvénient pour une droite militante : Royer a de la conviction et de la foi, il n'a pas encore d'appareil. Peu importe. Il faut commencer par le commencement, rassembler cette « poussière d'humanité » aigrie qui fit au Chili de Villarín son héros. L'organiser, Poujade y réussit bien jadis. Et du train où vont les choses dans l'UDR, les musclés rejoindront plus tard, les baroudeurs de toujours, les mercenaires du patronat se rallieront à la gamelle.

Le sexe et le goupillon. Il a tout d'un croisé, le Royer.



L'EXTREME-GAUCHE ET LES PRESIDENTIELLES

LUTTE OUVRIERE

UNE PENTE GLISSANTE

Lutte Ouvrière a fait un choix : celui de présenter coûte que coûte sa candidate aux élections présidentielles. C'est son droit. Lutte Ouvrière a fait un choix : celui de ne pas renoncer à cette candidature pour une éventuelle candidature Piaget (qui, bien qu'« estimable », a le tort d'être membre du PSU et d'être chrétien). C'est son droit. Lutte Ouvrière a fait un choix : celui d'opposer une fin de non-recevoir aux propositions de Rouge et de Révolution pour la candidature commune d'un militant ouvrier, qui ne soit pas connu comme dirigeant national d'une organisation. C'est son droit. Une attitude sectaire a au moins le mérite de la cohérence. Mais là où cela devient franchement inquiétant, c'est lorsqu'apparaissent les justifications. Pour LO, le seul candidat possible, c'est Arlette Laguiller, qui est « fondamentalement la candidate de tout le courant révolutionnaire », « la plus représentative » (déclaration de LO en date du 9/4/74). On pourrait certes en discuter. L'attitude de LO pendant la grève de Lip, son refus de soutenir la candidature Piaget, son refus de participer à la construction des comités Chili nuancent quand même cette appréciation. Mais on comprend tout en lisant un passage de cette déclaration de LO du 9 avril :

« Quant à Krivine, il fut le candidat révolutionnaire aux élections présidentielles de 1969, un candidat représentatif de ce qu'était à l'époque le courant révolutionnaire, celui qu'on appelait gauchiste, issu de mai 68, et dont l'aile marchante était la révolte étudiante. Et à ce titre il avait eu alors le plein soutien de Lutte Ouvrière. Mais le courant révolutionnaire n'est pas la simple révolte de la jeunesse étudiante, mais une tendance du mouvement

ouvrier et il s'affirme de plus en plus, de nouveau, comme tel. Son réel porte-parole ne peut être qu'à son image, et plus encore à l'image de ses aspirations : représenter les intérêts de toute la classe ouvrière. Ce porte-parole ne peut être qu'un travailleur, un militant ouvrier, et non un intellectuel, aussi brillant, estimable et dévoué aux intérêts du socialisme soit-il ».

La pente n'est plus glissante. Elle est tout à fait savonneuse. On connaissait déjà « l'anarchiste allemand Cohn Bendit ». On avait oublié « Krivine l'agrégé ». Tout aussi « estimable » que Piaget d'ailleurs.

De l'électoratisme à la démagogie, il n'y a qu'un pas. Vite franchi par Arlette Laguiller, lorsqu'elle explique à France Inter que « dans le socialisme il y aura la liberté pour tous » et que Lutte Ouvrière déterminera son attitude au deuxième tour des élections en fonction... des résultats du premier !

REVOLUTION !

TOUJOURS LES PRINCIPES ELASTIQUES

Les camarades de Révolution sont des camarades à principe. Des durs, des intransigeants.

Et pourtant, là aussi, ô déception, les principes se révèlent élastiques.

Dans le No 52, sous le titre « nos positions sur le front électoral », on lit :

« Il n'est pas question pour nous de soutenir Mitterrand alors que nous devrions le combattre. Mieux, tout dans cette candidature bourgeoise (son contenu, son objectif, ses moyens) devrait nous pousser à nous abstenir de voter pour lui. Si cependant, nous n'excluons pas de le faire, c'est malgré lui, contre lui »

Bel exemple de langage franc et direct : tout devrait... si cependant...

Bref, faudra voir « entre le premier et le second tour », si sa victoire favoriserait la lutte de classe.

Tiens donc, et à quoi le mesurera-t-on entre les deux tours. A la vague de luttes soudaines ? Pas sérieux. Au résultat électoral du premier, alors ? Curieuse analyse, suspendue au résultat d'un premier tour.

Autrement dit, les camarades de Révo sont prêts à voter Mitterrand, si une dynamique de classe se manifeste derrière. Sans se mouiller cependant sur la caractérisation du PS, de son alliance avec le PC.

Pourtant c'est l'ensemble des deux critères (dynamique sociale et organisations représentées) qui donne un sens de classe au vote pour Mitterrand, en dépit de sa politique de capitulation. Malgré lui, oui.

Si non, les camarades de Révo se prépareraient à voter Mitterrand avec les mêmes arguments que d'autres ont utilisé, en Argentine, pour voter Peron !

PSU : UN DEBAT SERIEUX

Dans une tribune libre parue dans « Libération » du vendredi 12 avril, Bernard Langlois, dirigeant du PSU, poursuit l'entreprise d'auto-justification de son parti sur le refus de la candidature Piaget. Un argument de choc à l'appui : un télégramme envoyé le 20 juin aux grévistes de Lip par le metteur en scène Jean-Pierre Melville. Son contenu : « Bravo les Lip. Ne mêlez surtout pas la politique à tout cela et vous aurez la France derrière vous »

Bravo Langlois. Encore mieux que la déclaration de Maire (« un militant syndical n'a pas compétence pour être président de la République »). La grève de Lip était apolitique, c'est bien connu. Apolitique aussi la marche sur Besançon, l'intervention des CRS le 14 août, les déclarations de Messmer (« Lip c'est fini »). Apolitique enfin Jean-Pierre Melville : gaulliste de la vieille heure, admirateur de tout ce qui grouille dans les eaux troubles du pouvoir et du milieu, signataire de l'appel à voter Pompidou en 1969.

Partant du débat qui a traversé le PSU sur la candidature Piaget, Robert Chapuis, secrétaire national, écrit dans Tribune Socialiste du 13 avril : « Des militants du PSU ont avancé le nom de Charles Piaget, acteur et symbole de la lutte (ce qui n'a rien à voir avec les opérations

subalternes auxquelles se sont livrés les groupes trotskystes), c'était une hypothèse sérieuse et c'est pourquoi le débat a été sérieux. » Désolé, camarade Chapuis, mais quelles que soient les raisons de fond qui ont poussé le PSU à refuser la candidature Piaget, vous avez refusé que le débat soit mené sérieusement. Entre les injures (« les morpions des luttes des autres »), les excommunications (« les manœuvres subalternes ») et le recours à J.P. Melville, vous avez esquivé les responsabilités. C'est dommage. Pour le PSU comme pour l'ensemble de l'extrême-gauche.

A MORPIONS, MORPIONS ET DEMI

Gérard Féran membre de la direction du PSU, qui s'est illustré récemment en brocardant dans « Libération » les « morpions des luttes des autres » récidive en matière de vulgarité dans le dernier numéro de « Tribune socialiste ». Dans un encart, il s'en prend à la position de « Politique-Hebdo » : « on aurait pu espérer mieux d'un journal qui en grande partie est né et a survécu grâce au soutien d'un nombre considérable de militants du PSU et de la CFDT... »

N'est-ce pas exiger la reconnaissance du ventre. C'est confondre politique et petit commerce, camarade Féran.

POUR LE DROIT A LA MATERNITE

Au-delà de la lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, c'est le problème du droit à la maternité qui se pose. Car si nous nous battons pour que la sexualité soit libre, que les femmes puissent refuser une grossesse non désirée, nous nous battons aussi pour que ceux qui le désirent puissent avoir des enfants.

Mais en quels termes se pose ce choix pour les femmes aujourd'hui ? Sont-elles libres d'être mères ? Dans les conditions sociales actuelles, avec un, deux, trois enfants ou plus en quelques années, les femmes deviennent les prisonnières des casseroles, des couches, des horaires d'école, isolées dans le cadre étroit de leur foyer. Epuisées physiquement, frustrées, elles sont exclues de la production, hors du circuit social, hors de l'histoire.

Car c'est elles seules qui supportent la charge énorme de l'éducation des enfants en bas âge que notre société hypocrite refuse de prendre en charge : non payées, isolées, les femmes deviennent des esclaves de la maternité et ceci au détriment des enfants qui ne peuvent que pâtir d'un tel système d'éducation. Comme les frais de la garde sont à la charge des familles, avec deux enfants il n'est plus rentable pour une femme de continuer à travailler. Lorsque 15 ans après elle voudra retrouver du travail, cela lui sera pratiquement impossible (15 ans sans taper à la machine, sans pratiquer des langues... cela entraîne la complète déqualification d'une dactylo ou d'une traductrice).

A travers la revendication de prise en charge sociale des enfants, c'est toute la question de l'emploi des femmes que l'on pose, c'est toute la question de la surexploitation qu'elles subissent au travail.

C'est pourquoi la revendication d'ouverture de crèches est sans doute aujourd'hui une des revendications les plus importantes.

COMMENT LA BOURGEOISIE VOIT LE PROBLEME

Elle nie qu'il s'agisse là d'un problème social, elle considère que c'est dans le cadre privé de la famille que ce doit être réglé. Traditionnellement, elle considère que c'est à la mère qu'est dévolue par « vocation naturelle » la prise en charge matérielle et affective des enfants en bas âge. On voit là l'hypocrisie de la classe dominante qui d'une part exploite des millions de travailleuses sous-payées et sous qualifiées dans les bureaux, le commerce, la confection ou l'électronique, et qui en même temps privilégie sur le plan idéologique le rôle « irremplaçable » des mères dans l'éducation des enfants. Ce qui lui permettra à la fois de ne donner qu'un « salaire d'appoint » aux mères (dont la vraie place est au foyer) et de les culpabiliser (les « mauvaises mères » qui n'assument pas leur rôle).

Alors, pour des millions de travailleuses, pour les gardes d'enfants, c'est le règne de la démerde individuelle.

LES CRECHES PUBLIQUES OU PRIVEES ? Autant ne pas y compter (juillet 70 : 5 places de crèche pour 10 000 habitants). D'après les normes du Ministère de la Santé Publique, il en faudrait 5000 au lieu des 618 actuelles (chiffre de 71). Les choix de la bourgeoisie sont clairs. En 1960, 1,5 million de francs accordés par l'Etat pour l'équipement et le fonctionnement des crèches contre 2 milliards pour le « salaire unique » et les allocations de mère au foyer (sans compter les allocations familiales). Les crèches ne sont pas rentables : mères, gardez vos enfants...

Mais la bourgeoisie est prise dans une certaine contradiction : rien de plus intéressant sur le plan économique que cette armée de réserve des travailleuses dans laquelle on peut puiser selon les besoins de l'économie. Il faut donc prévoir un autre système de garderie. Marie-Madeleine Dienesch a trouvé : ce sont les **CRECHES FAMILIALES** (système bien moins coûteux). Vu l'insuffisance notoire des crèches, les mères travailleuses ont trouvé un autre système totalement anarchique et incontrôlé, consistant à payer une femme (chômeuse...) moyennant la garde de l'enfant. 90 % des gardes d'enfants sont assurées de cette manière, dans le logement de la « nourrice » sans que celle-ci ait eu la moindre formation pour faire ce travail, sinon la « prédisposition naturelle » que lui confère son sexe...

On se trouve devant une situation absurde : des conditions d'hygiène et de sécurité tâillonnes pour ouvrir une crèche publique et des millions d'enfants li-

vrés entre les mains de femmes... ayant besoin d'argent.

L'intérêt est triple :

- D'une part, le travail social de la garde des enfants n'est pas financé par l'Etat mais par les familles.

- D'autre part, cette main-d'œuvre est souple.

- L'exploitation de ce personnel est plus facile. Impossible à syndiquer. Une gardienne à domicile garde un enfant entre 8 et 12 heures par jour pour le salaire de 314 F par mois par enfant (chiffre toulousain en 1973).

« Au plan général, la souplesse de la formule permet une extension ou une compression des effectifs, alors que dans une crèche cette extension ou cette compression entraîneront des problèmes tant sur le personnel que sur les locaux ».

« Ce système est bien accueilli par des femmes à la recherche d'un salaire d'appoint ».

La suite du rapport disserte sur l'ambivalence « maternelle » et « familiale » bien

meilleure pour les enfants... Et voilà, le cercle est bouclé !

QUEL CHOIX AVONS-NOUS ?

Ou bien garder soi-même ses enfants en renonçant à son travail, ce qui signifie choisir de ne plus avoir de vie sociale, d'être isolée dans le cercle vicieux ménage, propreté, cuisine, vaisselle, monde clos pour les enfants comme pour la mère ; choisir de perdre sa qualification (quand on en a) et savoir qu'après dix ans de vie au foyer il n'y a plus de chance de trouver un travail dans sa partie.

Ou bien conserver son travail, trouver une solution de garderie ; ce qui signifie courir comme une dératée entre ses horaires de travail, les horaires de crèche, les horaires d'école, les solutions bâtarde du mercredi et des jours de vacances. Recommencer le soir une deuxième journée de travail. Epuisement, culpabilisation. Tout le monde devrait lire les interviews de mères publiées dans « De l'autre côté de la maternité » chez Maspéro. L'une déclare qu'elle travaille 40 heures par semaine pour 50 F par mois de gain réel, mais c'est « pour être sûre de garder son emploi »...

Ce qu'il faut, c'est dénoncer vigoureusement le principe des crèches familiales et demander la multiplication des crèches publiques financées par l'Etat. De ce point de vue, les revendications du PC nous semblent correctes (cf. publication du CERM. L'importance décisive de la crèche. Sa valeur actuelle. 1970) :

- législation d'obligation de construc-

tion et de gestion de crèches financées par l'Etat ;

- proposition de loi 650 rédigée par Mme Vaillant-Couturier en 1967 « les entreprises de plus de 50 salariés doivent verser 0,50 % de la masse salariale qui sera affectée à la création et à la gestion de la crèche » ;

- 1000 crèches tout de suite (Programme Commun).

Mais le PC se contente de réclamer plus de crèches au nom de la « valeur » de ces crèches. Ceci est très dangereux car il faut dire clairement que si nous ne sommes pas pour le système de la garderie exclusive dans le cadre familial, néanmoins les crèches actuelles ne sont pas adaptées. Ni aux parents, ni aux enfants.

- On refuse dans les crèches les enfants qui ont un peu de fièvre.

- Le système d'ouverture à heures fixes est très contraignant (pas question d'allonger la garde en cas de besoin ni d'ailleurs de l'écourter : un enfant que ses parents ne laissent pas assez longtemps chaque semaine est renvoyé).

Il faut partout poser la question au PC et au PS : qui se charge de la garde des enfants en dehors des heures de travail ? Comment parler de changer la vie, changer de société sans répondre prioritairement à cette question !

Pour les enfants, si nous sommes d'accord que la vie collective dès le jeune âge est un élément positif pour leur formation (certainement meilleur que le duo exclusif mère-enfant), on peut contester sur beaucoup de plans le système éducatif qui y est donné : les enfants sont trop nombreux, les préoccupations du personnel plus hygiénistes que psychologiques (éducation répressive pour l'acquisition de la propreté, sur le pot ou à table, on attache les enfants dans leur lit, etc.).

- La crèche aujourd'hui est un monde fermé (fermé au monde extérieur, pas de promenades dans les rues ; fermé aux parents, pas le droit d'entrer, de voir ni de discuter ce qui s'y passe).

- Pas de formation scientifique des « berceuses ». Or ce sont elles qui s'occupent toute la journée des enfants (système de chouchous, etc.).

- Pourquoi un personnel exclusivement féminin (même question pour les institutrices de maternelle).

Ce qu'il nous faut, c'est demander la multiplication des crèches publiques, de petites unités gratuites, ouvertes 24 heures sur 24, avec un personnel qualifié masculin et féminin et contrôlé par les parents.

Dés maintenant, non seulement il faut se battre pour la création massive d'emplois avec horaires diminués, pour la formation professionnelle des femmes, pour l'égalité des salaires, mais aussi pour que les syndicats se battent réellement pour leurs revendications :

- déduction des frais de garde pour les enfants de moins de trois ans sur l'impôt sur le revenu ;

- indemnités pour frais de garde des enfants, prises en charge par l'entreprise ;

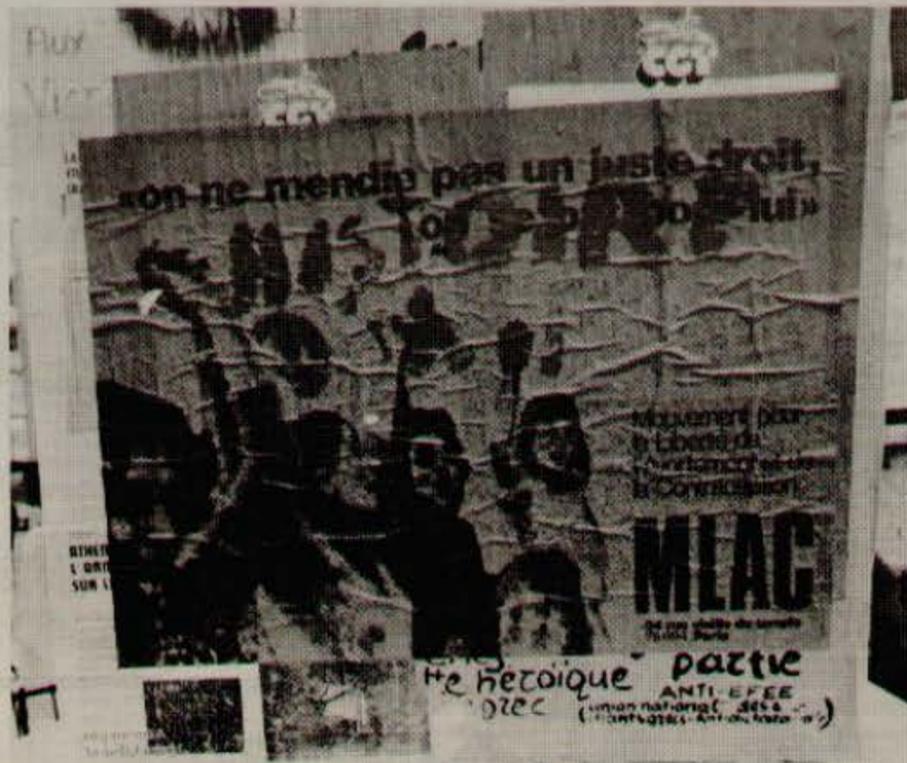
- paiement des congés de maladie d'enfants pour l'un des deux parents (et non pour la mère seule) ;

- allongement des congés maternité (16 semaines payées à 100 %).

La revendication de journées de travail féminin écourtées sans diminution de salaire ne nous paraît pas juste car elle a pour logique de « féminiser » les rapport des parents avec les enfants. Nous devons réclamer ceci pour les deux parents, car sinon ce serait admettre que c'est à la femme de faire ce travail (ce qui la pénaliserait encore davantage sur le marché du travail... le fameux absentéisme féminin justifiant les bas salaires !).

C'est seulement si nous obtenons de ne pas être pénalisés dans notre santé, notre budget, notre travail, notre possibilité matérielle de prise en charge réelle des luttes et de transformation de la société que nous aurons la possibilité de choisir d'avoir des enfants ou pas. Ceci sera le premier pas dans la construction d'une société où les parents, dégagés de la charge matérielle de l'éducation de leurs enfants, pourront avoir avec eux des échanges affectifs libres et épanouissants pour les uns et pour les autres.

CHLOE





FASCISTES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Le 6 février 1934, prenant pour prétexte le scandale Stavisky, les ligues fascistes descendent dans la rue. Par dizaines de milliers, Croix de Fer, Jeunesses Patriotes et Camelots du Roi se ruent à l'assaut du Palais Bourbon. Des coups de feu partent, les forces de l'ordre répriment. Les échauffourées dureront 6 heures. A minuit l'extrême-droite abandonne la rue à la police. Le bilan est lourd : 22 morts et 736 blessés chez les fascistes, un tué et 92 blessés dans les rangs de la police. Mais surtout, c'est le constat d'échec de tout ce que la France compte d'hystériques mussoliniens. La bourgeoisie ne voulait pas du putsch ; elle l'a montré à sa manière. Le lendemain, alors que Daladier donne sa démission, les communistes manifestent contre « les ligues », le 9 également. La répression est effroyable : 11 morts. Le 12 février, la CGT et les partis de gauche organisent la grève générale : les flics à nouveau font usage de leurs armes contre des manifestants aux mains nues : cinq nouvelles victimes dans les rangs du prolétariat. Ces martyrs, ajoutés à la crise sociale, déboucheront sur la victoire du Front Populaire le 5 mai 1936.



ROGER VIOLLET

Eugène Deloncle, chef de la Cagoule

3 - Société secrète des "Cagouards" :

Quatre détenteurs d'armes emprisonnés depuis quatre jours.
52 perquisitions effectuées, notamment chez le commandant Max Oudard.

4 - Bombe du tunnel de Cerbère :

Gardella avoue avoir reçu l'ordre de faire sauter le Consulat espagnol Toulousain et l'ancien hôpital militaire de Perpignan.
Santoni, anarchiste italien, est appréhendé à Toulouse.

Depuis plusieurs mois la France est troublée par une série d'attentats dont la succession et le caractère semblent révéler tout un plan infâme.

A la lumière des perquisitions, il apparaît de plus en plus qu'entre les drames qui ont révolté unanimement la conscience nationale existe une relation étroite.

Qu'on se rappelle !
A Cerbère, on découvre sous un tunnel des bombes.

A Toussus-Paris, six avions flam-

faire qui paraissent rocambolesque à ses débuts, et qui maintenant s'avère grave, sanglante même.

Avec une lente prudence, la police perquisitionne un peu partout : du Nord au Midi, sans oublier Paris. Et la plupart des criminels arrêtés sont des étrangers !

Ainsi on s'aperçoit que :

1° Bootti, Italien, pourrait être l'auteur des attentats de Toussus et de l'Etoile ;

2° Cantelli, Italien, alias Gardella, avait reçu l'ordre de faire sauter le consulat d'Espagne à Toulouse et l'ancien hôpital militaire transformé en bureau de recrutement de volontaires pour l'Espagne ;

3° Orendain, Espagnol, arrêté à Belin, et Gabarain Goni, Espagnol, tué sur le « C 2 », à Brest, sont deux terroristes depuis longtemps connus de nos services de police ;

4° Suprella, Espagnol, l'un de leurs complices, aurait, lui aussi, dynamité le siège de la C. G. P. F. ;

5° Un autre anarchiste italien, nommé Santoni, a été arrêté à Toulouse, cette nuit, et la police garde à son sujet une grande discrétion.

6° Les « Cagouards » ont sur la conscience la mort d'Augustin Julf, tué à San-Remo, et la disparition de Léon Jean-Baptiste.

C'en est trop !

Jamais des cerveaux français n'auraient songé à organiser avec

tant de machiavélisme une machination si meurtrière.

Ces multiples affaires, venues des quatre coins de l'horizon, comme la plupart de leurs protagonistes, prouvent surabondamment que la France est devenue le champ clos où s'affrontent toutes les haines, tous les appétits ; où se règlent désormais les combats extérieurs.

Assez ! Nous avons demandé l'épuration. Il n'est que temps de commencer !

Les Français vont-ils enfin pouvoir vivre tranquilles chez eux ?...



Les « cagouards » arrêtés : Robert Léger, Michel Harispe...

bent. Quatre autres prennent leur vol mystérieusement.

A Marseille, une bombe explose sur les quais. A Marseille encore, un pétrolier chargé d'armes, le feu à bord, est abandonné dans la rade par son équipage grec. A Marseille toujours, un engin est lancé dans la cour d'une usine et provoque un commencement d'incendie.

A Bordeaux, un navire gouvernemental espagnol est endommagé par une machine infernale.

A Paris, un soir, deux immeubles où deux organisations patronales ont installé leurs sièges, s'effondrent rue de Presbourg et rue Bois-sière. Deux agents sont tués.

A Brest, enfin, après une course folle et bien que signalée à toutes les polices, une auto arrive sur les quais. Douze hommes en descendent et tentent de s'emparer d'un sous-marin.

Et voici les « Cagouards ». Af-



Ferrando, commandant, et Tabouzea, mécanicien du sous-marin



...Henri Place et Paul Renne (VOIR L'ENQUETE EN 4^e PAGE)

ROGER VIOLETTE

Glaive». Le sympathisant est amené devant un drapeau noir à croix blanche sur lequel se détachent deux serpents symbolisant les juifs et les francs-maçons.

Ce caractère mystique rappelle à s'y méprendre les « Chevaliers du Temple de Jérusalem » de Lazor et Le Cavelier, organisation d'extrême-droite dont l'ETEC (72) était la partie visible et légale, patronné par Lemarchant, avocat lié à l'assassinat de Ben Barka.

Les militants de la Cagoule proviennent des PSF, AF et Compagnie. Ils ont ordre de rester dans leurs mouvements respectifs afin d'entraîner le plus de monde, le moment venu. Ainsi des dirigeants locaux de l'Action Française, du Parti Populaire (Doriot) sont affiliés au CSAR, démontrant que plus qu'une organisation politique le CSAR est un réseau de contre-insurrection.

L'ORGANISATION

Les schémas marxistes de prise du pouvoir, d'organisation ont de tous temps fascinés l'extrême-droite. Giap est sûrement l'un des tacticiens militaires les plus lu par nos crevures gallones. Deloncle trouvait son bonheur dans Lénine et Trotsky. En annexe, il étudia l'histoire des carbonari, de la franc-maçonnerie, analysait les écrits de Malaparte.

Chaque membre de la Cagoule avait un pseudonyme (Grosset, Dagore, etc.), chaque affilié ne relevait que de son chef immédiat et de lui seul. Les cellules comprenaient entre 8 et 12 hommes ou 10 et 16 personnes. Trois cellules formaient une unité (30 hommes) dirigé par un commandant, un adjoint et trois agents de liaisons. Puis venait le bataillon (unités), le régiment (trois bataillons), la brigade (deux régiments) et enfin la vision (trois brigades). Paris à elle seule disposait de deux divisions, soit environ 4000 hommes, la banlieue de 700 personnes, sans compter les non combattants bien sûr (7000).

Chaque cellule devait avoir un « Schmeisser » ou un Beretta (fusils mitrailleurs), plus un revolver. La Cagoule, par la suite, devait s'approprier, grâce à la complicité de l'armée, des mitrailleuses et fusils anti-char. L'arsenal du CSAR sur Paris est impressionnant : 250 fusils mitrailleurs et mitraillettes, 20 mitrailleuses (Hotchkiss), 5000 grenades, des milliers de revolvers, des centaines de fusils. Quant à l'entraînement, mais il se fait de la manière la plus simple qui soit : au grand jour.

Les conspirateurs se réunissent dans des centres de tirs comme à la « Vache Noire » (Montfrouge) ou « RU de Montfort » (St Denis) et s'instruisent sous la férule d'officiers d'active.

Dans la capitale des caches sont aménagées chez les sympathisants. Rue Liberia, la police saisira 2 tonnes de munitions. Rue de Rotrou, dans une cave, des centaines d'armes à Arnet sur Mame, trois tonnes d'explosifs. Au milieu de ceux-ci, on trouvera des tenus complètes d'agents de polices mais aussi des brassards

CGT, SFIO qui permettront des provocations meurtrières.

Les dossiers que la police a constitué sur le CSAR démontre qu'il était composé en fait de deux organisations liées entre elles mais distinctes : la Cagoule civile et la Cagoule militaire. L'armée en 36 reste encore marquée par l'époque dreyfusarde : l'anti-républicanisme et l'anti-sémisme y sévissent. La « politique » des « gueules de vaches » du PCF a séduit nombre de conscrits et initiés (le terme est faible), la totalité des officiers. La lutte du PCF contre l'occupation de la Rhénanie, les mutineries de la Mer Noire, le travail de soutien à Abdel Khim trahirent le commandement militaire français à un point difficilement imaginable. C'est pourquoi ce dernier croit deviner également dans les « quarante heures pour tous » une nouvelle tentative de sabotage de l'industrie d'armement. Quoi d'étonnant que l'AF dispose d'une large clientèle dans l'active.

LA CAGOULE ET L'ARMÉE

Le fondateur de la Cagoule militaire se nomme Loustaunau-Lacau. Ancien combattant de 14, il entre en 34 dans l'état major de Pétain. « S'inquiétant de la menace communiste dans l'armée », il fonde des cellules dans l'infanterie, la marine et l'aviation avec pour but « alerter, nettoyer ». C'est la naissance des réseaux « Corvignolles » qui, fédérés, deviendront la Cagoule militaire. Ces réseaux tentent de détecter les militants communistes pour ensuite « Les mettre hors d'état de nuire ». Il y aura en 18 mois, 150 à 200 dissolutions de groupes communistes et cela au vu et au su des responsables militaires : les généraux Gamelin et Georges.

Chaque secteur de l'armée, que ce soit des usines, des unités disposent d'un officier d'antenne relié au comité directeur et aidé par un officier de réserve. Comble du comble : un bulletin secret est rédigé et remis sous le nom de Baltimore au général Georges, au général Jeanne, chef d'état major de Gamelin, au Maréchal Franchet d'Espéray. Le capitaine d'ordonnance de Pétain, Bonhomme travaille la main dans la main avec les putschistes. L'argent nécessaire aux multiples voyages provient de gros industriels dont les « caisses noires » s'ouvrent au profit des organisations fascistes. La « Ligue des contribuables » présidée par Lemaigre Dubreuil, directeur des huiles Lesieur, verse 1 million aux deux Cagoules. Des marques d'automobiles, de pneumatiques, des banques donnent des sommes astronomiques aux conspirateurs.

Mais l'aide des militaires aux civils ne se limite pas à ouvrir les bonnes portes. Des officiers supérieurs fournissent à Deloncle les plus de points stratégiques à occuper en cas de coup d'Etat, de faux passeports, des cartes d'identités truquées, des cachets officiels. Une carte spéciale est fabriquée afin « d'aller s'armer dans les casernes » dont les portes devaient s'ouvrir sur présentation de cette carte (procès de Lainey, chef cagoulard, 1937).

En 46, le colonel Cachier, autre cagoulard témoin : « J'ai participé comme représentant de Deloncle à une liaison avec deux officiers supérieurs du gouvernement militaire de Paris. Il avait été prévu que les membres de l'organisation seraient mis en possession de cartes bleues leur donnant accès dans les casernes où ils se tiendraient à la disposition de l'armée ».

Loustaunau-Lacau révèle que trois membres du Conseil Supérieur de la Guerre étaient en contact avec Deloncle en juin 37.

Et tout cela, rappelons-le, sous un gouvernement de Front Populaire. Daladier fit mieux : il demande à la police d'arrêter son enquête à la porte des casernes.

TRAFIQUANTS D'ARMES

Comme nous l'avons vu plus haut, les complicités ne manquaient guère aux cagouards. Tandis que devenue cocardier, le PCF vantait les mérites de l'armée, celle-ci se préparait au massacre du mouvement ouvrier. S'il fallait encore donner un exemple de la mansuétude vis-à-vis des fascistes, alors prenons celui du trafic d'armes. Pour se fournir, le CSAR a commencé par le vol pur et simple avec cependant une particularité : aucune des enquêtes qui s'ensuivirent ne donnèrent lieu à des arrestations. Dans la nuit du 18 au 19 août 1937, des mitrailleuses et fusils mitrailleurs sont dérobés à la caserne Thérémis à Laon. Des magasiniers servent de complices. A Levallois Perret, chez Hotchkiss, un ingénieur réussit un coup de force : faucher dix mitrailleuses et trois fusils mitrailleurs, etc., etc... La Cagoule rachète également les vieux stocks de 14 sans que les autorités ne s'en inquiètent.

Les autres viennent aussi bien entendu d'Italie. Les fusils semi-automatiques Beretta s'entassent dans les caches. Des entreprises de transport, tout ce qu'il y a d'officiel, les remontent sur Paris ainsi celle de Joseph Darmand.

Des ambassadeurs servent de vulgaires passeurs : signalons à ce propos l'Irak via Berlin.

Aux frontières, des sympathisants haut placés attendent afin d'aplanir d'éventuelles difficultés.

Le 18 juin, sous la pression populaire, Blum décide de dissoudre les « ligues de droite ». Ce décret signe l'arrêt de mort des partis putschistes comme les Croix de Feu. Ces dernières se transforment en le respectable Parti Social Français. L'Action Française (dissoute en février) n'existe plus que par son organe de presse.

Toutefois, le souvenir de février 34 est encore trop fort chez nombre de militants fascistes. Plus que jamais la « gueuse » est à abattre. La situation sociale se tend. En juin 36, 95 % des usines métallurgiques sont occupées par les travailleurs. Lorsque le 10, les grévistes de la Boutellerie avaient décidé de s'enfermer dans leur boîte, la France avait poussé un cri d'indignation. C'était là une atteinte insupportable au sacro-saint droit de propriété. Et voilà que deux mois plus tard, l'exception est devenue règle générale. Les leaders du Front Populaire sont débordés. La France laborieuse exprime sa joie dans les bals quotidiens organisés dans les cours des entreprises.

La bourgeoisie bien-pensante, les fameuses 200 familles, qui ont appris à considérer le prolétariat comme « de la crapule » voient leur empire proche du gouffre. Les fuites de capitaux s'accroissent : il faut réagir. Des nervis sont recrutés dans les partis d'extrême-droite, armés et entraînés. Ils attaquent quotidiennement des piquets de grève, des vendeurs de journaux. Mais, ce n'est pas suffisant. Et voilà qu'en 36, une organisation clandestine, le Comité Secret d'Action Révolutionnaire rassemblant des membres de l'AF, du PSF, commence à faire parler de lui. On l'appelle également la Cagoule. Ses buts politiques sont ouvertement nazis. Mais plus que son idéologie, c'est son infrastructure qui nous intéresse. Car l'OAS et les SAC s'en inspireront quelques décennies plus tard, dans des conditions historiques, bien entendu, totalement différentes.

Patronat, militaires, d'actifs en retraités, et simples exaltés se sont toujours cotoyés dans les mouvements d'extrême-droite. Avec la Cagoule,

l'osmose entre ces divers éléments va être parfaite.

En pleine année 56, une vieille baderne, le général Duseigneur, crée, avec son ami le richeissime duc Posso di Borgo, l'Union des Comités d'Action Défensive. L'ULAD se propose de lutte « contre le bolchevisme en créant des comités de quartier, de maison, au besoin en stockant des armes ». Cette UCAD va fusionner rapidement avec le CSAR d'Eugène Deloncle. Ce dernier, en plus de sa qualité de conspirateur nazi, est administrateur du Bureau Veritas, du Comité des Armateurs de France, du groupe des constructeurs de réservoir de la Standard française des pétroles, de la Société Nouvelle de Gérance Maritime, de la Caisse hypothécaire, de la Compagnie des Constructeurs d'Ouvrages métalliques, etc... Bref, un monsieur que la vague d'occupation et de grèves inquiètent beaucoup.

LA NAISSANCE

Tous ses lieutenants sans exception sortent du même milieu social que lui et ont parti lié avec la grande finance. Le docteur Martin qui deviendra dirigeant du Service de Renseignement de l'organisation et que l'on retrouvera mêlé au Putsch de 1958, le Colonel Cachier, chargé de mettre au point un plan d'insurrection. Jean Moreau de la Meuse, chargé de l'approvisionnement en armes, travaillant à la Société Commerciale des Pétroles.

Ces personnages, hantés par la haine du juif, du franc-maçon et du bolchevique, mettent peu à peu sur pied leur organisation. L'argent ne leur fait guère défaut.

Pour défendre ses intérêts, la bourgeoisie ne lésine pas sur les dépenses. A ces aspects bien matériels s'ajoute dans la Cagoule un côté esotérique et farfelu qui caractérise bien des groupes fascistes. Un exemple entre autres : la loge niçoise se nomme « Chevaliers du

FASCISTES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

**Dans la nuit du 29 au 30 Janvier,
un commando cambriole le Palais de Justice de Domfort
et tente de dérober des dossiers de l'affaire**

Ce trafic va prendre une ampleur inégalée avec la guerre d'Espagne.

QUAND UN FASCISTE AIDE UN FASCISTE

Le 17 juillet 1936, plusieurs garnisons du Maroc espagnol se soulèvent contre le gouvernement légal. Le général qui le dirige s'appelle Franco. La guerre civile espagnole déchaîne aussitôt les passions. Le prolétariat français prenant fait et cause pour ses frères espagnols tente de les aider par tous les moyens. Le Front Populaire tergiverse, hésite à appuyer sa sympathie pour la République d'une aide matérielle à combien nécessaire. Les livraisons d'armes se font au compte goutte.

Du côté fasciste, on ne prend pas de gants et la Cagoule est à la pointe de ce combat qui regroupe les bouchers de Hitler, et les mercenaires de Mussolini.

Des contacts sont pris avec le grèbe du Caudillo et le général Mola. Les aviateurs gradés du CSAR effectuent des sabotages sur les avions que Pierre Cot veut envoyer au secours des Républicains. Mermoz, celui que l'on présente comme un héros des temps modernes, dirige l'un de ces groupes de salopards.

À la frontière pyrénéenne, la Cagoule met en place un réseau d'aide aux nationalistes. Dans les ports, des fascistes notent les transports d'armes vers l'Espagne, afin de tenter de les détruire.

À Toussus le Noble, le 29 juillet 1937, deux avions sont détruits au sol par Filliol, le chimiste du CSAR. Des trains en partance vers les lignes espagnoles sont coupés. Le 14 mars 1937, un commando de la Cagoule incendie à Nice, le Tunia, navire qui venait de rallier les Républicains. Et l'on pourrait allonger cette liste pendant des pages.

Et à part quelques exceptions, aucun des criminels n'est arrêté alors que, depuis longtemps, les flics ont introduits des mouchards dans le CSAR. Tous ces navires détruits, ces avions sabotés furent autant de coups de poignards dans le dos des Républicains. À force de lâcheté, le gouvernement Blum devenait indirectement responsable de la mort de milliers d'ouvriers.

Le cas de la complicité Mussolini-CSAR a largement dépassé celui de l'Espagne, puisque là les Cagouards devinrent de vulgaires bourreaux.

La Cagoule voit dans le fascisme italien un exemple à suivre. Ainsi très tôt, entretient-elle les meilleures relations qui soient avec notamment le comte Ciano, gendre de Mussolini, le général Roatka, chef du service de l'Information militaire et le colonel Santo du contre-espionnage.

Trois centres d'espionnage fasciste ont été aménagés en France avec l'aide de Deloncle : Marseille, Perpignan et St Jean de Luz qui sont autant de maillons de l'Internationale fasciste.

Un nommé Metenier est chargé de renouer le contre-espionnage italien. C'est au cours de ces discussions que se prépare le meurtre des frères Rosselli. La marche est comme suite : élimination de ces deux militants antifascistes contre un stock d'armes.

Carlo Rosselli est socialiste. Mussolini l'a fait interné dans le bagne des îles Lipari d'où il s'est évadé. Réfugié à Paris, il fonde la revue Justice et Liberté. Brillant universitaire mais aussi millionnaire, il organise des lâchers de tracts aériens sur Rome. Bref c'est un gêneur. De plus, il a rassemblé des documents sur l'OVRA (Oeuvre Volontaire pour la Répression Anti-fasciste) sorte de 5^e colonne italienne en France. De gêneur, il devient l'homme à abattre.

La Cagoule le fait suivre jour et nuit. La date de l'assassinat est fixée au 9 juin 1937. Les frères Rosselli sont à Tessa la Madeleine en Normandie, dans une maison de campagne. Des tueurs, venus de Paris, les fileront jusqu'au moment propice : un chemin désert. Là ils les abattront à coups de revolver (Bertolucci en tirera son film « Le Conformiste ») et les documents pris sur les cadavres seront immédiatement expédiés à l'OVRA, à Rome.

Par la suite, le CSAR enverra des menaces de mort aux témoins.

Il faudra attendre le 13 janvier 1938 pour que la police se décide à arrêter les assassins. Mais dans la nuit du 29 au 30 janvier, un commando cambriole le palais de Justice de Domfront et tente de dérober les dossiers de l'affaire. En 48, lorsque le procès de la Cagoule arrivera devant les Assises de la Seine, l'acte d'accusation disparaîtra puis sera restitué par une main mystérieuse.

Tant d'hommes « honorables » avait trempé dans cette affaire.

LA FIN DE LA LEGENDE

Tant que le CSAR jouait le rôle de chien de garde du capitalisme, la bourgeoisie était tout prête à l'aider. Objet sans objectif dans les mains des 200 familles, elle servait la France du fric.

Mais ne l'oublions pas, la Cagoule était née de l'impatience des excités fascistes. Leur but était d'instaurer un Ordre Nouveau sans perdre de temps. Aussi la Cagoule se permit-elle des actions que les mécènes de la réaction jugèrent

par trop dangereux. La bourgeoisie ne voyait pas encore le fascisme comme ultime possibilité.

Le 16 mars 1936, à Clichy, le PC organise une manifestation contre un meeting du PSF. Le gouvernement Blum est alors affaibli. 7000 personnes se massent autour de la salle.

À 20 h 45, des coups de feu partent. La police tire. Bilan : 5 morts, 200 blessés. Thorez, le lendemain décrit Blum comme : « L'assassin des ouvriers de Clichy, sortant de sa loge de l'Opéra ». Le Front Populaire n'a jamais été aussi prêt de la rupture.

Les policiers socialistes ont tiré sur des ouvriers. Les rapports des RG établissent que des membres de la Cagoule étaient dans les premiers rangs des manifestants.

Opération ratée pour le CSAR qui n'abandonne pas pour autant la stratégie de tension.

Le 11 septembre à 22 h 15, deux bombes éclatent dans la rue de Presbourg devant la Confédération Générale du Patronat français tuant deux policiers.

Aussitôt la presse se déchaîne. On désigne les communistes, les anarchistes. « Dans l'esprit des fauteurs de troubles, il s'agit d'atteindre le patronat tout entier », crache l'Écho de Paris.

L'anarchiste italien Aldo Fionberti est arrêté, écroué. Le véritable coupable, René Locuty, plastiqueur du CSAR, ne sera arrêté que quelques mois plus tard.

Mais cette affaire a affolé les « souteneurs » des putschistes. La limite est dépassée. D'autre part, la bourgeoisie a tiré les conclusions de la démission du PC. La thèse du putsch communiste n'est plus crédible pour le grand capital. La tentative du CSAR de désigner l'armée comme garante de l'ordre n'est guère nécessaire. Ainsi, dès le 16 septembre, la PJ interpelle des cagouards, grâce aux renseignements accumulés par des indicateurs, elle défait des réseaux.

L'État major des fascistes se décide en novembre à lancer leur tentative de coup d'État. Elle va sombrer dans le grotesque. Grâce à de faux communiqués, Deloncle tente de faire croire à l'armée que les communistes attaquent. Ce sera la nuit du 15 au 16 novembre. Les militaires ne marchent pas. C'est la fin pitoyable de la Cagoule. Le 17 novembre, la police lance son offensive, pénétrant dans les caches d'armes qu'elle connaissait depuis longtemps. Les dirigeants sont arrêtés, leur domicile perquisitionné. Le 14 novembre, Verlofme, chef de cabinet Dormoy (ministre de l'Intérieur) révèle à la presse « l'affaire de la Cagoule ». Jacques Duclos interpelle la Chambre à ce propos. Le scandale est énorme.

Des lors, les protections de la Cagoule cessent de fonctionner. Le 12 janvier 1938, le responsable des attentats de l'Étoile est arrêté. Le 13 janvier, les assassins des frères Rosselli. Tout d'un coup, la police connaît succès sur succès, elle qui piétinait tellement, quelques mois auparavant.

La Cagoule est bien morte en ce mois de janvier 1938, mais ses membres continueront de sévir durant l'occupation. Deloncle crée le MSR et deviendra président de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme. Il finira, abattu par la Gestapo. Divergences subtiles entre nazis. Joseph Darnand va diriger le corps de tortionnaires de la Milice, spécialisé dans le pillage et les traitements horribles qu'elle fait subir aux résistants. Au moment de la débâcle nazi, il s'engagera dans la division 44 Charlemagne.

Le D^r Martin s'occupe du deuxième Bureau sous Pétain. Arrêté à la Libération, il sera libéré par la suite.

On va le retrouver mêlé à l'organisation « Grand O » aux côtés du général Chassin, du général Chérière. « Grand O » est implanté en Afrique du Nord. Son but : provoquer une insurrection fasciste des colonies. Son but : provoquer une insurrection fasciste des colonies. Née en 54, « Grand O » va s'éteindre en 58 avec le putsch gaulliste.

Il faut d'ailleurs signaler que beaucoup de membres du CSAR rejoignirent de Gaulle à Londres. Après la Libération, ils l'aideront à former son appareil notamment en noyant le BCRA et le DGER.

La Cagoule cultivait un projet technocratique, prouvait ainsi qu'elle était capable de jouer sur plusieurs tableaux. D'une certaine manière, l'arrivée du Bonaparte consacrait les efforts de longue haleine du CSAR d'avant-guerre.

La conclusion s'impose d'elle-même : il n'est pas possible de faire un parallèle historique entre le Front Populaire de 36 et la France de 74. Mais par contre, le terrain est prêt pour une organisation comme la Cagoule. Nul n'ignore que nombre d'officiers d'active verraient d'un mauvais œil l'Union de la Gauche s'installer au pouvoir. Des organisations comme les SAC ne peuvent actuellement prétendre concurrencer ce que fut la Cagoule. Mais il est dans leur possibilité de s'y préparer.

On mesure, à l'aide de cet exemple, les traditions de démocratie qui circulent dans l'armée française : « Cagoule », « Grand O », OAS et quoi d'autre demain !

L'E.T.E.C.

En 1971, la police française démantèle une entreprise commerciale qui aurait pratiqué chantage et extorsion de fonds. L'affaire prend rapidement une dimension nationale : Foccart et Lemaire sont mêlés à cette sombre histoire. Le dirigeant de l'E.T.E.C. (c'est le nom de l'entreprise) se nomme Charlie Lacorz. Il fut secrétaire national du SAC en Mai 68. Il a comme comparses Le Cavellier, Cénac, ancien para, Datic, membre du SAC, et bien d'autres encore.

L'affaire se terminera en queue de poisson. Lacorz étant mis en liberté provisoire. Depuis, il n'a plus jamais été inquiété. Il est des gens qui en savent trop.

Mais ce qu'a oublié la police, tout au long de son enquête, ce sont les liens qui existaient entre l'E.T.E.C. et la « secte », l'ordre souverain et militaire du temple de Jérusalem, qui, sous la direction du général Zdrojewski, veut lancer une nouvelle croisade contre la révolution en général et les gauchistes en particulier. L'« Ordre Souverain » travaille en liaison étroite avec la « Grande Loge Nationale de France », ordre maçonnique d'extrême-droite dont l'un des représentants est le préfet Baylot.

Cela rappelle beaucoup les manières de la Cagoule d'avant-guerre. D'ailleurs est-ce un hasard si l'un des amis de Lacorz est Jeanet, ancien cagouard, chargé de mission au cabinet de Pétain et ex-membre du Conseil National d'Ordre Nouveau.

Ce qu'a également oublié de mentionner les enquêteurs, c'est que l'entraînement de l'E.T.E.C. se passait dans les locaux de la police au stand de tir de Versailles.

ET LE S.A.C.

Lorsque les gaullistes créèrent, à partir du SO du RPF, la section d'Action Civique, ils s'inspirèrent, sans nul doute, de l'infrastructure de la Cagoule.

Bien sûr, le SAC se constitua pas indépendamment de l'appareil gaulliste. Il ne comportait pas en son sein « une tête pensante ». Mais le fait est là : conçu à l'origine comme un groupe de lutte antisubversive, le SAC ne pouvait être conçu dans un but d'efficacité que comme la Cagoule.

En 68, il était dirigé par un secrétaire général et un secrétaire général adjoint. Leurs noms : Jean Marc TINE et Charly LACORZ. La structure dirigeante est le Bureau National ou se cotoie le gorille de De Gaulle COMITI et des individus tels COT, VINCENZI, etc... Comme au CSAR, des chargés de missions transmettent les décisions aux chefs régionaux qui sont autant que de régions militaires, on comprend aisément pourquoi.

Plus pas dans la hiérarchie, des chefs de groupes sont à la tête des simples militants. Au SAC également, nous retrouvons le système des cartes, qui ouvre tant de portes.

On se souvient que le Beau Serge (Cristian David), notaire, impliqué dans l'affaire Ben Barka, avait trouvé le temps de sortir son revolver et tuer le commissaire GALLIBERT, grâce à l'hésitation qu'avait provoqué chez les policiers la vue de sa carte du SAC.

Chargés de mission et dirigeants nationaux possédaient en 68, des cartes dorées tandis que celles des chefs régionaux étaient oranges, celles du chef départemental et du chef de groupe bleue et enfin rouge pour la base.

La couleur de ces cartes, utilisées à de curieuses fins par les truands citoyens, fut changée en 69.

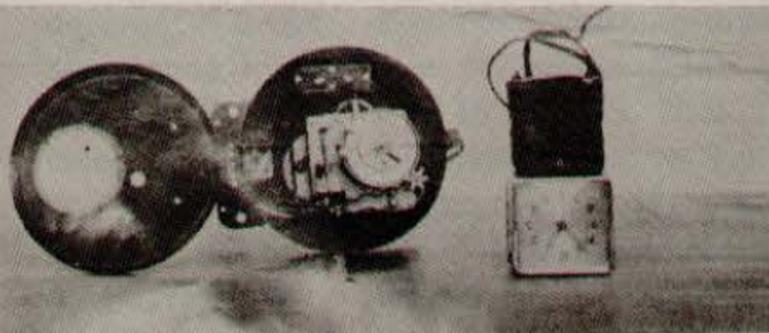
Après les épurations de 69, l'organigramme du SAC fut rendu plus opératoire : 14 chargés de missions afin de mieux contrôler une base trop remuante ; 120 permanents payés pouvant employer des hommes de mains.

L'argent, hérité de la guerre, provient des caisses mortes du pouvoir. Ce qui est sûr c'est que les sommes arrivent régulièrement.

Libération, dont proviennent ces informations avance la somme de 2 millions d'anciens francs alloué au secrétaire général. Les délégués régionaux reçoivent un million 500 ; les délégués départementaux, 800.000 AF. À cela, il faut ajouter les primes offertes après chaque travail : collages, attaques, etc...

Il est vraisemblable, par contre, que l'argent n'arrive pas directement dans les coffres du SAC mais passe d'abord par l'UDR. Et qui finance l'UDR mais Rotschild, Dassaut et tant d'autres sans oublier les entreprises moins « honorables » comme la Garantie Foncière.

Et hop, la boucle est bouclée !



ROGER VIOLETTE

Les bombes du dépôt d'Annet sur marne



TORTIONNAIRE ET CANDIDAT

Parmi les candidats à la présidence de la République, il en est un qui se présente sous l'étiquette Front national. Il s'appelle Jean-Marie Le Pen. Se réclamant ouvertement de l'extrême-droite, ce salopard se veut rassurant, crédible auprès d'une frange de l'électorat français. Ce qu'il ne racontera jamais, c'est son passé que l'on peut qualifier, au risque de paraître emphatique, de passé ruisselant de sang.

Témoignage : « ...Durant le mois de février, mars et avril 1957, la villa des « Roses » sise 74 bd Galliéni, à El Biar (banlieue d'Alger) abrita une unité de parachutistes étrangers commandée par le capitaine Martin. Celle-ci y avait installé ses bureaux d'interrogatoires et leur complément désormais indispensable : les locaux de torture. L'un des chefs qui administraient la « question » et dirigeaient la torture n'était autre que le lieutenant Le Pen député à l'Assemblée nationale française. Le Pen, accompagné de ses hommes, en civil ou en uniforme, procédait aux enlèvements (on se rappelle en effet que le buraliste algérien de la rue d'Isly fut enlevé par des civils et le cheik de Tebessi par des hommes en uniforme.)

Les personnes enlevées étaient sequestrées dans la villa durant des semaines. Le suspect était d'abord accueilli par des paras, Le Pen en tête, à coups de poings et de pieds jusqu'à l'abrutissement complet. On commençait ainsi par le mettre en disposition de reconnaître sa participation à un attentat, sabotage ou action quelconque, s'il protestait de son innocence, on lui administrait alors le supplice des électrodes.

Le Pen en assumait la direction : il déshabillait complètement la victime, lui liait pieds et poings, l'aspergeait d'eau et lui bandait les yeux. C'est alors qu'il lui administrait plusieurs décharges électriques. Si le « patient » arrivait à supporter le choc et persistait dans ses dénégations, on lui plaçait sur la tête pendant des heures, un casque relié par un fil à une prise de courant. La douleur absolument intolérable, faisait hurler ceux qui subissaient cette coiffure. Pour varier ces « réjouissances », Le Pen plaçait sur les oreilles de « l'inculpé » des électrodes et les y laissait jusqu'à ce que la chair fut complètement brûlée.

Puis l'on administrait à ceux, très rares, qui proclamaient encore à ce stade leur innocence, le supplice de l'eau, qu'on leur faisait ingurgiter de force avec un tuyau...

Parfois le corps du suspect était taillé à coups de couteau.

Ces tortures duraient des semaines à raison de deux à trois séances par jour. Dans l'intervalle des interrogatoires, les « inculpés » étaient jetés les mains liées dans une tranchée profonde de 1,60 m à 1,70 m environ.

Dans cette fosse trop courte pour permettre au détenu de s'allonger, trop étroite pour lui permettre de se retourner, l'infortuné était jour et nuit sous la menace de la mitrailleuse du géolier. Nous ne saurions omettre de mentionner ici quelques gardiens, des soldats étrangers, absolument écoeurés qui n'ont pas hésité à prodiguer, à l'insu de Martin, Le Pen et autres gradés,

quelques soins aux suppliciés. Parmi ces militaires de coeur, il y avait également des français : nous nous rappellerons de l'attitude humaine du soldat Borniche, de Laboriot et d'autres encore.

Toutefois, les souffrances endurées lors des interrogatoires étaient tellement atroces que des les premières séances, le suspect aurait accepté la mort comme une bienheureuse délivrance; c'est pourquoi un grand nombre de « pensionnaires » ont tenté de se suicider. Le nommé Daham fut tellement insulté, frappé, brutalisé et supplicié par Le Pen qu'il s'égorgea et fut transporté mourant à l'hôpital. Mais les activités de Le Pen débordaient le cadre de la villa des « Roses ». Il sévissait également dans une autre villa, la villa « Susini » depuis longtemps connue des Algériens comme lieu de torture de PRG, là, il fit jeter de l'essence sur le visage d'un détenu et y mit le feu. La victime défigurée fut, dans cet état écrouée à la prison de Barberousse à Alger. La dernière trouvaille de Le Pen avant qu'il ne quitte le Service des renseignements fut de les estorquer aux suspects en les « travaillant » au chalumeau.

Tels furent en Algérie les hauts faits du député LE PEN qui lui valurent une décoration des mains du général Massu. Ceci se passait sous le gouvernement du socialiste SFIO Guy Mollet, avec comme vice-président Mendès-France et comme ministre de l'Intérieur Mitterrand, en application des pouvoirs spéciaux votés par le PCF »

*tiré du livre « la Pacification »
d'Hafid Keramane*

Cité dans « Humanité Rouge n° 206

De telles pratiques au soutien de l'OAS, le pas est franchi, mais il passera par la création d'abord du Mouvement national d'action civique et social (MNACS) puis du Front national des combattants (FNC) qui recrutera des activistes, en 1957, il organise la caravane algérie française (prélude à la caravane Tixier en 65)... de retour en France, il repartira en Algérie le 13 mai, mais Salan le mettra en résidence surveillée dans le sud. De retour à Paris, il est de tous les complots, en 1960, retourné à Alger, il lance le FNAF (Front national pour Algérie française), il soutient l'OAS. Au service de la terreur anti-communiste, ce chien de garde du capital en est réduit à se faire pour éviter une condamnation de ses employeurs d'hier. Et c'est dans l'ombre, à la tête d'un commando d'assassins, qu'il continuera isolé ses pratiques de tueur, Gennevilliers, St Denis, sont les banlieues où opère son groupe d'action, mitraillages, terrorisme, rasoir, ce sont les derniers soubresauts d'un chien.

SOUSCRIPTION

50 000 000

Soide antérieur	19.847,50	A et M.T. Malakoff	120,00
A.D. PARIS XV	200,00	S.T. PARIS XV	80,00
J.F. PARIS XI	65,00	Anonyme PARIS	500,00
A.B. PARIS XII	120,00	J.V. Asnières	100,00
E.V. PARIS XV	300,00	D.B. Montrouge	200,00
S.C. HOULLERES (78)	30,00	V.S. PARIS II	30,00
Anonyme Sarcelles	10,00	R.B. Meudon	170,00
G.A. Anthony	50,00	A.S. PARIS VIII	12,00
D.F. St Denis	400,00	R.B. St Denis	300,00
F.P. Bagneux	150,00	Anonyme Noisy	200,00
A.N. PARIS XIX	70,00	Toulouse	540,00
G.F. PARIS VII	250,00	Marseille	5.200,00
B.K. Levallois	170,00	M et Mme D.B.	300,00
C.S. PARIS XI	200,00	H. Epinay	50,00
Anonyme Gennevilliers	100,00	B.D.Sartrouville	100,00
Anonyme PARIS	10,00	La Clotat	170,00
Anonyme Belgique	30,52		
C.P. PARIS VI	150,00	TOTAL	30.525,02
J.L. D. PARIS XIV	300,00		

P.CHENOT
CCP 4501.42 PARIS

LUNDI 29 AVRIL
A 20 H.
MEETING
AU PALAIS DES SPORTS
A L'APPEL DU

FRONT
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE

NI TREVE
NI COMPROMIS

avec notamment :

Jules Fourier, ancien député communiste du Front Populaire, ouvrier maçon
Alain Krivine, membre du BP du FCR
Edouard Delépine, dirigeant du GRS, section antillaise de la IVème Internationale, ancien secrétaire à l'organisation du PC martiniquais
Daniel Bensaïd, directeur du quotidien Rouge



la cfdt et les elections

UNE DIRECTION «RESPONSABLE» AU SERVICE D'UNE BASE «IRRESPONSABLE»

La direction de la CFDT emmenée par Edmond Maire vient de montrer au grand jour ce qu'elle entend par la « stratégie de prise de conscience par les luttes », par « le respect de l'expression des différents courants à l'intérieur du syndicat » et par « l'autogestion opposée au centralisme bureaucratique ».

Cette trilogie qui faisait l'originalité de la centrale face à la CGT s'écroule comme un château de cartes sous les déclarations d'Edmond Maire.

LA « STRATEGIE DE PRISE DE CONSCIENCE PAR LES LUTTES » ?

Au 35ème Congrès, Fredo Krumnov expliquait sous les ovations que l'action revendicative ne connaît pas de trêve et que c'est une illusion de lâcher les luttes pour les urnes. Mai 68 l'avait bien montré. Aujourd'hui, la consigne du Bureau National c'est « Ni trêve, ni activisme ». Qu'est-ce à dire ?

Continue-t-on la campagne pour les 1500 F minimum ? NON. Mitterrand promet seulement le SMIC à 1200 F ! Développe-t-on « un feu d'action roulant », quitte à déplaire à la direction de la CGT ? NON. Il s'agit seulement de maintenir la braise mais d'éviter que le feu ne prenne. Rien qui puisse venir troubler « l'ordre électoral ». Les urnes d'abord, les luttes après ! Et le 1er mai sera une journée de fête électorale mais pas une journée de combat anti-capitaliste.

On commence comme cela en freinant les luttes pour ne pas enlever les voix des couches moyennes à Mitterrand, puis après on freine les luttes pour ne pas provoquer la réaction de la bourgeoisie, puis après on casse les luttes pour ne pas provoquer la colère des officiers réactionnaires, et quand on fait appel aux travailleurs pour réagir, il est trop tard. On les a complètement démobilisés ! Mettre le doigt dans l'engrenage c'est prendre le risque d'y passer tout le bras.

LE « RESPECT DE L'EXPRESSION DES DIFFERENTS COURANTS A L'INTERIEUR DU SYNDICAT »

Cette compréhension de la démocratie syndicale par la direction de la CFDT a toujours été restrictive dans la mesure où c'est elle qui s'arrogeait le droit de juger ce qui est « intérieur » ou « extérieur » au syndicat. Les comités de grève sont le fruit d'une théorie extérieure au syndicat, disait Edmond Maire au 36ème Congrès ! Et 15 % de congressistes favorables aux comités de grève étaient suspects d'« extériorité » syndicale...

Et Piaget ? Et les militants CFDT d'accord avec une candidature Piaget au premier tour ? Extérieurs au syndicat ? Edmond Maire est-il le secrétaire général de l'ensemble de la CFDT y compris de ceux qui se reconnaissent dans la candidature de Charles Piaget au premier tour, ou seulement de ceux qui votent Mitter-

LA CGT, LES CADRES ET LES PRESIDENTIELLES

La signature de l'accord entre la CGC ET LES CADRES DE LA CGT a été remise à plus tard.

Cet accord, présenté par la direction de la CGT comme l'illustration de l'Union Populaire de toutes les couches anti-monopoliste, était en fait le symbole d'une politique de concessions systématiques aux cadres (augmentations en pourcentage) et aux organisations réactionnaires comme la CGC, censées les représenter.

Cette alliance « anti monopoliste » n'a pas résisté à l'approche des élections.

La CGC (dont la plupart des membres hésitent entre Giscard et Chaban) a fait savoir qu'elle avait décidé de surseoir à sa signature.

PAS DE TREVE DANS LES C.E.T.

LES COLLEGIENS DE 30 CET REUNIS LE MERCREDI 10 AVRIL APPELLENT A LA CREATION DE COMITES DE LUTTE PERMANENTS PROPRES AFIN D'ASSURER LA CONTINUITE DES MOUVEMENTS DU TECHNIQUE.

- Pour une réelle démocratie dans le mouvement
- Information et abrogation de la loi Royer
- Droit aux 10% avec les crédits nécessaires à leur réalisation
- Pour la création de comités de lutte : par quartier régional national

Il est important, après la retombée du mouvement de créer des organes de lutte (comités de lutte), dans chaque CET, PROPRES AUX COLLEGIENS POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS.

LES 30 CET PROPOSENT LE PLATE-FORME SUIVANTE :
— Non à la répression dans les CET

Cette plate-forme sera discutée dans chaque CET chaque comité et aux coordinations régionales et nationales.

LES 30 CET APPELLENT A UNE COORDINATION LE SAMEDI 20 AVRIL A 14 H A JUSSIEU. 2 DELEGUES PAR COMITE OU PAR CET REPRESENTE.
LES COLLEGIENS DES CET

Les vacances, l'ouverture de la campagne présidentielle, la répression, tout aurait pu contribuer à briser le mouvement des apprentis. Il n'y a certes plus la grande mobilisation d'avant les vacances : d'abord parce que des échéances que le mouvement était prêt à se donner sautent naturellement (grève enseignante, passage de la réforme Fontanet au Parlement). Ensuite parce que les apprentis se rendent bien compte que tout dépend maintenant de l'issue des élections. Mais... mais une force commence à se structurer. La leçon de l'année dernière a été comprise : il faut qu'au-delà des grandes mobilisations du milieu restent en place des structures de vigilance et de regroupement de la frange la plus combative du bahut. On voit ainsi apparaître à Paris et dans plusieurs villes de province des comités de lutte, décidés à lutter pied à pied contre la répression, à garantir l'application des avantages déjà acquis et à se battre localement pour l'obtention de nouvelles libertés (foyer ouvert à tous et géré par les élèves, abrogation des règlements intérieurs, droit de réunion et d'organisation).

Ces comités de lutte commencent même à se regrouper. Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un tract élaboré par des apprentis de 30 CET et lycées techniques le mercredi 10 avril, et destiné à être distribué à 15 000 exemplaires sur la région parisienne. C'est la première fois qu'on assiste à un tel regroupement en dehors d'une période de mobilisation. Objectif : structurer sur Paris un courant permanent des comités de lutte, qui engage dès maintenant la bagarre pour la liberté d'expression et qui mette à profit la campagne présidentielle pour dénoncer l'Ecole du capital, l'embrigadement par l'armée, etc.

Partout en France, cet exemple doit être suivi. Il sera peut-être alors possible de réunir dans de brefs délais la première réunion nationale de ces comités de lutte. Non, le mouvement des apprentis n'est pas mort !

rand au premier tour ? Au nom de qui parle Edmond Maire quand il appelle à voter Mitterrand sans attendre que celui-ci ait présenté son programme, sans attendre également qu'il soit officiellement candidat, sans attendre la réunion du conseil national CFDT, sans attendre la décision finale du PSU sur la candidature Piaget ? Au nom d'un courant, d'une tendance, d'une fraction ? En tout cas au nom de l'ensemble de la CFDT qui est mise devant le fait accompli.

S'il est normal que sur les orientations syndicales qui sont discutées en congrès, les positions majoritaires deviennent les positions de l'ensemble du syndicat, il est totalement manipulateur d'imposer à l'ensemble de l'organisation de masse la position politique d'un courant, fût-il le courant majoritaire. En faisant cela, on exclut de fait du syndicat ceux qui ne sont pas d'accord avec ce courant politique, on transforme le syndicat en courroie de transmission.

Ou bien Edmond Maire prenait position au nom d'une majorité et cela était plus clair, ou bien il appelait à voter contre la bourgeoisie pour les candidats se réclamant du socialisme et de la lutte des classes, sans faire de choix au premier tour.

Parce que nous refusons ces pratiques manipulateurs, nous ne combattons pas la position d'Edmond Maire et de la direction de la CFDT en employant les mêmes méthodes que les leurs. Le syndicat en tant qu'organisation de masse n'avait à se prononcer ni pour Mitterrand ni pour Piaget. Une majorité syndicale, qu'elle soit en faveur de Piaget ou de Mitterrand, n'a pas à imposer ses positions politiques à la minorité. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les Lips eux-mêmes en refusant d'engager la section CFDT en tant que telle derrière la candidature Piaget. Par contre, il était correct que tous les militants CFDT d'accord avec cette candidature le fassent connaître par motions et pétitions. Et ils l'ont fait par milliers ! Cette

compréhension du respect de la démocratie dans l'organisation de masse est totalement étrangère aux sectaires de « Révolution » qui se battaient pour que les sections syndicales en tant que telles appellent à une candidature Piaget.

QUE RESTE-T-IL DE « L'AUTOGESTION OPPOSEE AU CENTRALISME BUREAUCRATIQUE » ?

Sentant se développer le courant en faveur d'une candidature Piaget, Maire s'est précipité et il s'est révélé ! Piaget est peut-être « un syndicaliste de base prestigieux mais il n'a pas la compétence pour devenir président de la République ». Quelle bourde ! Même Mitterrand n'aurait jamais dit cela aussi crûment ! Voilà une phrase qui va tinter pendant quelque temps aux oreilles du secrétaire général. Car si la candidature Mitterrand, bon gré, mal gré, passe auprès de la majorité des cégétistes, cette phrase ne passe pas du tout « auprès des incompetents de base ». Elle leur reste en travers du gosier. Alors c'est ça l'autogestion à la Maire ! Le très centralisateur Lénine, lui, disait qu'une cuisinière doit être capable de gérer les affaires de l'Etat. Une cuisinière, monsieur le secrétaire général ! Une cuisinière même pas syndiquée ! Il est vrai que pour trouver un programme électoral comme celui du camarade Mitterrand, ce « socialiste récent », il faut avoir fait de hautes études... Pensez donc : « une France plus présente, des hommes plus libres, une monnaie plus forte, une société plus juste, un peuple plus fraternel », c'est pas Piaget qui aurait dit ça. Sûrement qu'il aurait parlé de socialisme, de luttes, d'autogestion... simpliste tout cela !

Eh bien nous, les affreux centralisateurs, les partisans de l'autogestion centralisée démocratiquement, on est pour le pouvoir aux travailleurs, le pouvoir aux « incompetents » comme dirait Edmond Maire.

René YVETOT

NOUS RENTRONS LA TÊTE HAUTE

Oui, après les assemblées générales du lundi 8 avril, tout était possible. Il était difficile pour l'APB et le pouvoir de s'offrir une prolongation de cette grève que la grande majorité des grévistes était décidée à continuer. Il était possible d'imposer rapidement beaucoup plus que les 20 points (80 F!).

Mais les directions syndicales en ont décidé autrement et tout spécialement la direction CGT qui a rarement été plus brutale dans sa presse et sur le terrain (là où ses militants acceptaient de la suivre!) pour faire reprendre le boulot. La direction parisienne des syndicats CFDT n'a pas voulu prendre les moyens de préparer avec les comités de grève l'après-week end pascal. Très vite, les grévistes ont senti, malgré toutes les initiatives prises le 9 et le 10 pour s'opposer à l'intox de la presse aux ordres, que la lutte ne résisterait pas à la division et que la masse des travailleurs préférerait, dans ces conditions, reprendre le boulot sur les premiers acquis.

Dès lors, le souci des comités de grève et des sections syndicales combattives était d'éviter une reprise en ordre dispersé, dans l'écoeurement et le découragement. Dès jeudi et vendredi, dans les trois « Nationalisées », les assemblées furent consacrées à faire le point de la situation et le bilan du mouvement en pointant bien les responsabilités. Malgré les pressions des patrons qui promettaient un paiement de la semaine à tous ceux qui reprendraient dès le vendredi, une position quasi unanime se dégagait pour

ne reprendre, tous ensemble, la tête haute, que le mardi de Pâques.

Les grévistes ont repris sur des résultats très limités; ils ont conscience que sans le lâchage de la direction CGT, ils pouvaient rentrer sur une victoire totale. Mais ils sont surtout conscients de tout ce qu'ils ont appris dans ces deux mois de lutte: leurs capacités à mener une lutte longue et dure contre les patrons et le pouvoir, la nécessité de s'engager massivement dans la lutte et de rester maîtres de leur lutte, l'expérience d'une organisation démocratique de la grève avec assemblées, commissions et comités de grève.

Par ailleurs, ils ne rentrent pas pour déposer les armes. Parce que les patrons, eux, vont chercher la revanche. Les directions vont vouloir rattraper le temps perdu. Les cadences, les heures supplémentaires vont aller bon train. La répression contre tous les travailleurs actifs dans cette lutte va faire son petit chemin.

Alors, tout ce qui s'est appris pendant ces deux mois, il s'agit de l'utiliser, contre toute attaque de la direction, les réunions unitaires de service pour des ripostes collectives vont continuer. C'est d'ailleurs ce qui a été proposé par les Comités de Grève, et tous leurs militants gardent le contact et s'investissent pour la plupart dans le renforcement des sections syndicales combattives.



Le ton des dirigeants syndicaux a vite changé depuis l'ouverture de la campagne électorale: il leur était difficile, dès le 3 avril d'être trop brutaux avec les grévistes des Chantiers de l'Atlantique et des banques. Il fallait trouver des formules un peu ambiguës. Maire lança la meilleure: « L'heure n'est donc ni à l'inaction, ni à l'activisme! » Ségué, après avoir rappelé, pour les travailleurs en lutte « que la CGT entend combiner et assumer toutes les responsabilités qui lui incombent dans l'action revendicative » ajoutait en même temps: « elle considère qu'il est de l'intérêt des travailleurs que les élections présidentielles se déroulent dans la sérénité ». Et Maire, craignant sans doute qu'on ne se méprenne sur ses intentions avait tenu à déclarer dès la mort de Pompidou: « La confédération affirme sa volonté de voir respecter scrupuleusement la Constitution la légalité et les libertés ».

Dans les banques, les travailleurs ont pu juger sur pièces: la direction Maire a carrément joué l'abstention, abandonnant ses nombreuses sections CFDT partisans pour la plupart d'une dernière manche victorieuse contre une APB et un pouvoir passablement ébranlés. La direction Ségué, elle, s'est vigoureusement ruée dans « l'activisme », mais aux côtés de la CFTC et du SNB pour précipiter la reprise du travail. Dès le 11 avril, Ségué écrivait d'ailleurs dans « l'Humanité »: « les résultats d'ores et déjà obtenus per-

points chauds

EDITION VICTOIRE DE LA GREVE D'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS ALPHA CONTINUE

■ Au dernier jour de sa quatrième semaine de grève, le personnel d'Encyclopédia Universalis a repris le travail sur un important succès de ses revendications salariales: 160 F d'augmentation égale pour tous à compter du 1^{er} mars et, pour les licenciés, 140 F supplémentaires pour les trois mois précédant le licenciement (soit une augmentation de 300 F pour tous les licenciés qui majore d'autant les mois d'indemnités), plus une prime de deux tiers de salaires pour achèvement de travaux, plus le paiement intégral des journées de grève, étagé sur quatre mois. Certes, tous ces acquis (sauf les 160 F d'augmentation) sont conditionnés à la réalisation d'un calendrier d'achèvement de l'ouvrage, mais les grévistes n'avaient jamais mis en question ce calendrier, maintenant prolongé du nombre de jours de grève depuis le 1^{er} avril. D'autre part, ils ont également obtenu d'appréciables améliorations du statut des temporaires.

Si la direction a cédé, c'est qu'elle ne pouvait, sans son personnel en grève, achever les trois derniers volumes de l'œuvre, et pas davantage renoncer à ces volumes sans de grosses pertes financières.

Victoire donc, mais limitée, car les grévistes n'ont pu obtenir par la grève la remise en cause du plan de licenciements de la direction qui va vider sous peu l'entreprise du gros de son personnel combattif et de quasi toute l'intersyndicale CGT, CFDT. La raison en est que la société Encyclopédia Universalis fut créée pour réaliser seulement les 20 volumes de l'encyclopédie, et

que, dans le système, on ne peut forcer des capitalistes à réinvestir leurs profits pour des productions nouvelles (l'exemple de Lip a démontré la difficulté de les obliger à poursuivre une même production).

Le personnel d'Alpha qui lutte, lui, essentiellement contre les licenciements poursuit son combat et en est à sa troisième semaine de grève.

Ayant obtenu le paiement de leurs heures de grève, les grévistes d'E.U. vont verser le contenu de leur caisse de soutien à celle d'Alpha. Et le comité intersyndical mis en plus pour mener cette lutte poursuivra et amplifiera son action au-delà des grèves, sera comité de vigilance sur l'emploi, le respect des accords de réembauche, et de défense des licenciés dans l'édition.

Correspondant

LORIENT: LES LIPS FONT DES PETITS

■ On savait avec Lip que fabriquer et vendre soi-même des montres, ce n'est pas si difficile que ça. Les grèves administratives à l'hôpital de Tours et au CHU Créteil avaient montré que le personnel pouvait faire grève tout en dispensant des soins gratuits. Dans l'imprimerie Darbois, dans celle du « Gieland », le personnel a refait tourner les machines pour son propre compte, se payant, et imprimant même tracts et affiches militantes.

Les mécanos des ateliers des garages lorientais eux aussi ont cherché dans cette voie. Ils réclament 1F20 d'augmentation horaire, le 13^{ème} mois, une prime de transport, la réduction du temps de travail.

Si la direction refuse de les entendre, ils ont d'ores et déjà menacé de faire des réparations gratuites.

Affaire à suivre...

TREIZIEME SEMAINE DE GREVE AUX THERMES A AIX EN PROVENCE L'USINE REOCCUPEE DEPUIS 15 JOURS

■ A l'usine d'emballage des Thermes à Aix-en-Provence, 25 sur les 35 ouvriers sont en grève depuis le 22 janvier, suite au licenciement de deux militants CFDT. Ils réclament notamment:

- la réintégration des deux licenciés,
- 1 franc horaire d'augmentation,
- le paiement des jours de grève.

L'usine a déjà été occupée une semaine en janvier. Les grévistes avaient été expulsés.

Il a fallu deux mois de grève pour que le patron (qui tire des ressources importantes de ses casinos et de ses hôtels) accepte de négocier. Mais il n'a fait que des propositions ridicules et a rompu les négociations.

Les grévistes ont alors décidé de réoccuper l'usine, ce qui a été fait le trois avril, après des discussions la veille au soir avec le comité de soutien d'une part, PC, PS, CGT, CFDT d'autre part.

Devant la détermination des grévistes, le pouvoir n'a toujours pas appliqué l'ordonnance d'expulsion au quatorzième jour de réoccupation.

Mardi 16 avril: une commission de conciliation doit se réunir à Marseille. La victoire est à portée de la main.

Trois mois de grève, c'est possible grâce à une section syndicale vivante, grâce à la démocratie ouvrière (assemblées générales et comité de grève élu).

C'est possible surtout grâce à la solidarité ouvrière:

- trois manifestations regroupant jusqu'à 1000 personnes à Aix, avec une participation ouvrière importante,
- plus de 7 millions d'AF collectés, principale-

ment dans les entreprises. Les grévistes des Thermes ont su impulser l'unité de la classe ouvrière, avec le soutien de la population.

Malgré leurs réticences, l'UL-CFDT, le PC, le PS, et l'UD-CGT ont dû soutenir la grève.

Pour le PS, l'épreuve est rude; vu la contradiction entre des militants d'entreprise combattifs; un bureau de section à majorité droite et un maire socialiste, prisonnier de ses alliances avec les centristes et la bourgeoisie aixoise.

Les grévistes peuvent gagner. A Aix, ce sera une victoire pour tous les travailleurs.

Correspondant

MACON: GREVE AVEC OCCUPATION A VELOSOLEX

■ Depuis le 2 avril, les travailleurs de Velosolex à Maçon sont en grève. Au centre de leurs revendications: le pouvoir d'achat. Ils avaient déjà obtenu 4 % au 1^{er} avril; pour janvier février, l'indice gouvernemental INSEE indique déjà 3 % de hausse des prix.

C'est pourquoi ils ont demandé: 4 % supplémentaires, intégration de la prime d'assiduité au salaire, prime de transport, paiement des heures de grève et échelle mobile basée sur l'indice des organisations syndicales.

La lutte part le mardi, à 13 h 30: la section CGT appelle à un débrayage d'une heure pour discuter des revendications et des formes de lutte. La majorité des présents décide aussitôt de rester en grève jusqu'au soir. Le lendemain un AG, regroupant 70 % du personnel décide d'établir un piquet de grève empêchant l'entrée et la sortie des wagons; elle vote l'occupation de l'usine à partir de la nuit et la création d'équipes pour l'occupation.

Samedi matin, le patron accepte de négocier et recule déjà: 4 % accordés au 1^{er} mai, inté-

Ca ne sera plus comme avant entre ce personnel muet et sage depuis un demi-siècle et ce directeur général qui, quinze jours avant de l'avoir chez lui, ironisait sur le « folklore des banques ».

Il y a eu des fautes, bien sûr : on n'a pas assez accordé d'importance, au début surtout, aux notions de solidarité et à l'information extérieure... et puis tout le monde ne s'y retrouvait pas toujours dans les revendications.

Mais c'était tout de même quelque chose d'être arrivé à unifier l'action des diverses catégories au point qu'elles posent toutes ensemble les revendications de chacune.

Fonctionnaire, contractuel ou agent des filiales, chacun luttait pour tous en luttant pour lui-même. La cohésion était telle qu'il était bien difficile de savoir l'appartenance syndicale des membres du comité de grève ou s'ils étaient inorganisés.

Ceux qui avaient vécu Mai 68 en retrouvaient un peu l'atmosphère : des gens qui, enfin, se parlaient, des affiches partout, des chansons improvisées reprises en chœur par l'imposant piquet de dissuasion qui, à partir de 6 h 30 barrait la porte sans toutefois la fermer à ceux qui voulaient vraiment entrer.

Par le nombre de grévistes effectifs, la grève était minoritaire. Mais elle bloquait l'essentiel de l'activité de l'établissement : un des plus grands organismes de crédit d'Europe. Surtout elle jouissait de la sympathie ou de la neutralité bienveillante de la majorité des non-grévistes.

Pendant la dernière négociation, le 11 avril, devant l'entrée, une vente sauvage de choux-fleurs, radis et pommes témoignait de la solidarité des paysans dont plusieurs étaient venus expliquer comment le Crédit Agricole participait, lui aussi, à l'étranglement des petits exploitants au profit des gros.

Reconduit chaque jour par l'assemblée générale des grévistes, le mouvement a dû stopper le 11 avril sans que toutes les revendications aient été satisfaites mais non sans avoir porté le rapport de forces à un niveau tel que les prochaines luttes auront, d'emblée, une ampleur plus grande. Le maintien du comité de grève comme comité de contrôle et de défense des acquis, marque bien, d'ailleurs, la permanence d'un état d'esprit combattif qui pourrait, quelque jour, embraser à nouveau, non seulement la Caisse Nationale de Crédit Agricole mais l'institution toute entière avec ses 90 caisses régionales, ses 8500 bureaux et ses 45000 employés.

Correspondant



Elle Kagan

BRINKS EN GREVE

Les travailleurs de la BRINKS France (convoi de fonds de Paris) sont en grève depuis le 28 mars 1974 pour :

— une augmentation de salaire uniforme de 150 F mensuels pour toutes les catégories

— la signature d'une clause de garantie plus 3 % du pouvoir d'achat

— la paiement des jours de grève à 100 %

Le lundi 1er avril le personnel a voté la grève à 100 %, immédiatement le PDG refuse de négocier et envoie les forces de police pour soi-disant évacuer les accès de sortie, gardés jour et nuit par des piquets massifs. Cette intervention renforce la détermination des travailleurs, le lendemain, les flics, plus nombreux, remettent ça pour une remise de trousseau de clés. Le 3 Avril, sous la protection de cinq cars, la direction fait sortir sept fourgons. C'est à la suite de ces méfaits que les travailleurs décident d'occuper le hall et d'empêcher toute sortie de véhicule.

Judi 4 : la réponse du patron est nette, puisque à 18 h 30, la décision du Tribunal tombe ordonnant l'évacuation des locaux pour 20 heures. Dans les jours qui suivent l'huissier et le chef du roulage feront des visites quotidiennes

aux portes des sorties de garage.

Vendredi 12 avril : la direction lance son offensive psychologique après une réunion à l'Inspection du travail, d'une part elle envoie une lettre à chaque employé « déplorant la grève illicite qui affecte la société », d'autre part, elle fait faire par quelques jaunes des démarches au domicile des grévistes pour faire signer la lettre suivante :

« Je reconnais n'avoir qu'une instruction primaire et avoir suivi mes délégués dans cette grève. Je m'excuse auprès de la direction ! »

Signalons qu'aucune de ces lettres ne sera signée !

Le dimanche 14 avril, la grève est reconduite dans l'unité à 100 % exprimant ainsi le refus de respecter la trêve électorale.

Les grévistes de la Brink's France sont décidés à aller jusqu'au bout pour la satisfaction totale de leurs revendications.

Pour la solidarité financière, envoyer l'argent au :

Comité de soutien BRINK'S France
C/O M. Despine
2, place du Colonel Fabien
93260 LES LILAS

mettent de considérer que les employés des banques ont remporté une réelle victoire ! » Que Séguéy apprécie de la sorte, en cette période de superinflation, une pauvre augmentation de 80 F par mois, voilà qui est déjà inquiétant. Mais il y a encore beaucoup plus grave dans cette prise de position : que la direction CGT fasse une analyse fautive du rapport de forces et estime qu'il est temps d'arrêter, que les résultats sont satisfaisants et qu'il y aurait des risques de « provocations » ce serait à la limite concevable. Par contre ce qui est franchement inadmissible, c'est qu'elle passe par-dessus les votes pratiquement unanimes de toutes les assemblées de grévistes pour forcer la reprise du travail aux côtés des directions, des flics et des jaunes. De quoi devenir très sceptique devant les grandes déclarations sur leur « respect de la décision des travailleurs » et de la « démocratie ouvrière ». Une question vient alors spontanément à la bouche : quand les travailleurs massivement, démocratiquement majoritairement avanceront des revendications qu'un éventuel gouvernement de gauche refusera, quelle sera l'attitude de cette direction syndicale ?

Enfin, que la direction CGT essaie de camoufler sa position minoritaire et son comportement inqualifiable, en mentant éhontément, en falsifiant grossièrement les faits, avec toute la puissance de son appareil d'information, de concert avec la machinerie aux fausses nouvelles de la bourgeoisie, voilà qui dépasse l'entendement de beaucoup de militants et de travailleurs ! Et voilà bien qui justifie entre autres l'indispensable « campagne » que vont engager les militants révolutionnaires avec des milliers de travailleurs combattifs devenus très critiques au fil des luttes sabotées, sur les intentions réelles des dirigeants de l'UG.

Oui, les revendications ouvrières, oui la mise à bas de ce régime d'exploitation des patrons passent bien par la capacité des travailleurs à rester maîtres de leurs luttes malgré toutes les capitulations de leurs actuels dirigeants réformistes.

Un grand pas a déjà été fait dans les banques : on en reparlera durant cette campagne et surtout dans les prochaines luttes.

gration de la moitié de la prime d'assiduité (l'autre étant conditionnelle). Mais il refuse la prime de transport et le paiement des heures de grève.

La section CGT de Solex demande à l'UL de leur tirer un tract à diffuser sur les autres boîtes ; là, les bureaucrates tergiversent (le papier coûte si cher...).

Samedi après-midi, l'assemblée générale demande une nouvelle négociation pour dimanche matin. La lutte continue.

le 13.4.74
Correspondant

CENTRAL PTT PARIS 8 : TROIS JOURS DE GREVE RECON- DUCTIBLE

Du 9 au 11 avril, les facteurs du Central Paris 8 ont débrayé contre l'aggravation des conditions de travail due au manque d'effectifs. La grève reconductible avait été décidée en AG par la majorité des travailleurs, y compris les militants de base CGT, malgré l'opposition de leurs dirigeants, qui voulaient se borner à une grève de 24 heures.

L'administration, surprise de voir le mouvement durer, a reculé : suppression des tris supplémentaires des CEDEX dans les quartiers « surchargés », décision par la maîtrise pour le cas des autres.

Au travers de cette grève reconductible, la première depuis longtemps dans les bureaux de postes, s'est exprimé un mécontentement qui gronde dans tous les PTT du fait des salaires et de la politique de rentabilisation et de privatisation qui se traduit par un manque général d'effectifs. De nouvelles luttes en perspectives...

THOMSON CSF BREST : APRES QUATRE ANS DE CREUX, LE REVEIL

Le jeudi 14 mars, pour la 19^e fois en un mois, près d'un millier de travailleurs sur 1450 ont débrayé de 15 h 45 à 16 h 15, et tenu un meeting devant l'usine.

La Thomson-CSF de Brest en 68, c'est une des entreprises qui était allée le plus loin dans la lutte. Depuis lors, la direction du trust avait tout fait pour faire payer aux travailleurs leur position de pointe : la répression anti-syndicale a donné à plein, durant des années ce fut la traversée du désert.

Aujourd'hui, après une série d'échecs, le personnel se remobilise, reprend confiance en lui. Il s'est lancé à fond dans la bataille qui se mène à l'échelle du trust, à Brest comme à Malakoff, pour les 200 F pour tous, la cinquième semaine de congés payés, les 40 h, la retraite à 60 ans, le respect du droit syndical. La coordination de la lutte sur toutes les Thomson est un atout décisif.

A Brest, au meeting de jeudi, les délégués syndicaux avaient invité les correspondants de presse de plusieurs journaux, sans manifester d'exclusivité : Ouest-France, l'Humanité, le Télégramme, Rouge, le Peuple Breton, la Vie Ouvrière, Syndicalisme, TC, et Témoignage Chrétien. La présence de « journaux d'opinion » en plus des journaux locaux habituels à l'intérieur de l'usine a provoqué un véritable brande-bas de combat dans l'usine, qui travaille pour l'armée (la « Sécurité Militaire » avait été alertée). La direction a refusé leur présence, et tout le monde est finalement resté en dehors pour assister au meeting.

Au meeting, les délégués ont souligné l'importance de cette lutte pour l'augmentation uniforme des salaires, mais aussi pour l'emploi : « la cinquième semaine de congés payés permettrait de dégager 204 000 heures de travail et de libérer des emplois. De même pour la

retraite à 60 ans et le retour aux 40 heures ». Ils ont exprimé la volonté générale de poursuivre la lutte et de tenir le temps qu'il faudra.

« Aujourd'hui, dit-on à la Thomson CSF, c'est le réveil. Jamais nous n'avons été aussi forts ».

Brest
le 17.4.74
Correspondant

AIR INTER : SOUS LES FENETRES DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Alors que les journaux se taisent sur beaucoup de luttes en cours, et que les journalistes passent le plus clair de leur temps à s'étendre sur les détails les plus futiles de la « compétition présidentielle », les grévistes d'Air Inter ont tenu à rappeler à tous qu'ils étaient en lutte depuis une semaine pour exiger le retrait de la sanction qui a frappé un commandant de bord qui avait refusé de poser son avion à Orléans.

Ils sont venus manifester pour le faire savoir, au moment du dépôt des signatures au Conseil Constitutionnel : une façon de dire clairement qu'ils refusaient toute idée de « trêve électorale ».

ST NAZAIRE : APRES LA LUTTE, LA COMBATIVITE PERSISTE.

La métallurgie nantaise et nazairienne est finalement entrée dans la trêve électorale. On travaillera samedi aux Chantiers de l'Atlantique pour récupérer les jours de lock-

out ; les débrayages aux ACB et à Dubigeon Nantes se sont clos sur le même type de compromis sans que la lutte se soit véritablement engagée. Seul le dur conflit SEMM-TRIGANO-CARAVELAIR persiste : les 630 travailleurs ont fait savoir qu'ils en sont à leur 46^e jour d'occupation par une large banderolle sur la voie express Nantes-St Nazaire.

L'attitude des directions syndicales CGT-CFDT, dans le conflit des chantiers illustre les contradictions qui la traversent aujourd'hui, conçues entre une combativité ouvrière montante et le mur patronal. Après avoir préparé les travailleurs à engager la lutte pour faire échec au plan Messmer, elles démissionneront devant l'ampleur de l'épreuve de force engagée.

L'accord qui clot cette lutte, s'il n'est pas négligeable, ne correspond pas à tout ce qu'aurait pu arracher la combativité ouvrière.

87 Frs pour tous, et 155F de prime exceptionnelle, mais récupération des 6 jours de lock-out en 3 samedis payés à 100 %. Le reflet de cette combativité des métallos, c'est notamment les 1300 NON (25 % des grévistes) à la reprise contre l'avis des directions CGT et CFDT. Ce vote négatif ayant le sens d'une défiance par rapport aux directions syndicales, car les perspectives alternatives étaient inexistantes. Néanmoins les travailleurs ne rentrent pas battus et doivent être prêts à réengager l'action sur l'accord d'entreprise qui sera discuté en fin d'année.



points chauds

marins en lutte

« Certains d'entre vous ont reçu le premier numéro d'une nouvelle publication intitulée « COL ROUGE ». Cette intéressante revue, illustrée avec goût, donnant des informations tout à fait originales et humoristiques. Il serait navrant que je n'en profite pas. Ceux qui ont l'honneur de la recevoir sont donc très instamment priés de me la communiquer ».

Voilà ce que faisait connaître par note de service en date du 14.3.74, un Commandant en second d'un navire mouillé en rade de TOULON. Un humour désabusé qui cache mal le dépit et la rage.

Il faut dire qu'il y a de quoi : quelques jours avant, les comités de marins de Toulon, soutenus par le FSMAR avaient fait leur première apparition publique : plus de mille exemplaires de leur journal, « COL ROUGE », distribué dans les trains, les rues de la basse ville, les bases et naturellement les navires. Au nez et à la barbe d'une SM prise de court. Et cette apparition, qui révèle un long travail d'accumulation de forces en présage d'autres !

Tout cela ne vient pas par hasard. La Marine est une arme un peu à part. Les gars se sentent travailleurs sur des bateaux » bien plus que militaires. La nuance est de taille. La volonté de s'organiser pour résister contre l'arbitraire imposé par les « barrettes » est une donnée du milieu. La référence au mouvement ouvrier est bien plus vive que dans l'armée de terre par exemple.

Cette volonté de lutte, cette solidarité, on la sent bien, quand on se promène dans les rues de la « basse ville » de Toulon : « Chicago », comme disent les matafs. Les flics patrouillent, bien sûr, mais avec quelle prudence ! Ils savent bien que s'ils interviennent contre les marins, ils n'auront pas nécessairement la maîtrise du terrain. Loin de là ! Et quand ils croisent un groupe de marins qui déambule en chantant l'Internationale (et ce n'est pas rare) ils se gardent bien de rappeler que ce n'est pas exactement en conformité avec le règlement militaire. Question de rapport de forces...

« COL ROUGE », les Comités de marins, le FSMAR, des éléments-clés pour la radicalisation de cette combativité.

Nous avons eu, « l'honneur » de recevoir un exemplaire de « COL ROUGE ». Nous croyons d'ailleurs savoir que nous le partageons avec plusieurs journaux et organisations du mouvement ouvrier.

La Marine a donné autrefois des militants d'une valeur exceptionnelle au mouvement ouvrier. Nous tenons ici à saluer le renouveau de cette tradition de lutte.

- Solidarité avec les luttes des marins !
- Vive les comités de marins de Toulon !

N°1

50c

COL ROUGE

JOURNAL DES COMITÉS DE MARINS DE TOULON

ATTENTION : Les rédacteurs de COL BLEU, et leurs copieurs de la Sécurité Militaire, n'apprécient pas du tout la concurrence illégale de COL ROUGE. Dans votre intérêt et dans celui des diffuseurs, nous vous demandons donc de LE LIRE ET DE LE FAIRE CIRCULER AVEC DISCRETION.

EDITORIAL

COL ROUGE est exactement le contraire de COL BLEU. COL ROUGE est le journal des matafs qui prennent la parole, et qui la garderont contre vents et marées et ce ne sont pas la hiérarchie, la Sécurité Militaire et les lâches-bottes qui nous empêcheront de parler ! COL ROUGE est le « Canard déchaîné » des Comités de Marins et de nos correspondants dans les bases ; il sera également le journal de tous ceux qui veulent nous rejoindre pour ne plus ramper, en s'organisant pour affirmer et imposer leurs droits.

Pour ce premier numéro, nous avons interviewé «POTEMKINE» et «TRAFALGAR», deux membres des comités, pour qu'ils nous expliquent leurs buts et leurs moyens.

SOMMAIRE

Pages 1,2 : Interview de «POTEMKINE» et de «TRAFALGAR»

Pages 3,4 : La grande Muette vous parle : TAMI

Page 5... : En direct de l'ennemi de l'Intérieur

Page 6... : Fermez la télé, ouvrez les yeux et... LISEZ COL ROUGE :

- Pétrole comme P...
- Aux dernières écoutes ...
- Chili ...

interview de trafalgar et potemkine extrait de col rouge

Col Rouge : Pourquoi y a-t-il des Comités de Marins ? Ne penses-tu pas que les organisations civiles telles que les Comités Anti-Militaristes (CAM) ou le Comité de Défense des Appelés (CDA) pourraient prendre en charge la défense des marins ?

« Trafalgar » : Il est vrai que la jeunesse civile se mobilise de plus en plus contre l'Armée, notamment depuis les luttes du printemps dernier qui ont vu des centaines de milliers de lycéens et de jeunes travailleurs se battre pour le libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans. Il ne se passe pas de jour sans que la presse ne se fasse l'écho d'un travail d'explication sur l'Armée et de soutien aux appelés et aux jeunes engagés, que font des centaines de jeunes souvent organisés dans le cadre des CAM ou des CDA ; cela est pour nous un encouragement et une garantie face à la hiérarchie et à la Sécurité Militaire. Mais cela n'est pas suffisant. A eux seuls, les CAM et CDA ne pourront pas faire reculer la hiérarchie et obtenir pour nous les droits du citoyen. C'est de l'intérieur qu'il faut se battre. C'est cela qui leur fait peur et qui les fera reculer. Prends le cas d'une lutte ouvrière. Très souvent se constitue à l'extérieur sur la ville un comité de soutien qui collecte du fric, donne des explications. C'est très utile, mais ce sont les actions ouvrières de l'usine ou du trust qui en définitive feront plier le patron. Pour nous, c'est un peu pareil. Si par exemple les GI's sont revenus du Vietnam, c'est, entre autre chose, parce qu'il existe des associations de soldats qui éditent leurs propres journaux et qui ont à maintes reprises manifesté leur opposition à la guerre, soit en refusant d'obéir, soit en participant, même en uniforme, à des manifestations pour le retour des troupes.

En Hollande, les 2/3 des soldats font partie de l'association des appelés du con-

tingent (V.V.D.M.). La V.V.D.M. a remporté des victoires, par exemple :

- autorisation de porter les cheveux longs ;
- suppression de l'appel du matin ;
- elle a aussi autorisée une grève contre le salut militaire obligatoire.

En résumé, pour vivre debout, il faut lutter dès maintenant car, pas de problème, celui qui n'a pas le courage de se battre maintenant, se fera tondre aujourd'hui et demain dans le civil. Si les ouvriers de l'arsenal ou d'ailleurs ont des salaires plus élevés que les engagés, c'est parce qu'ils se sont bagarés. Pour faire aboutir nos revendications, serrons-nous les coudes, ne restons pas isolés, ne restons pas isolés, en un mot **organisons-nous**, notamment à cause de la répression. Ce ne sont pas les organisations civiles légales qui peuvent le faire. C'est pour cela que des appelés et des engagés ont créé des comités de marins.

Col Rouge : Alors vous êtes organisés illégalement ?

« Potemkine » : Tu l'as dit ! Et ce n'est pas par goût ! Dès que Galley, notre ministre des Armées, acceptera les revendications des marins, nous apparaitrons au grand jour. En attendant, nous ne comprenons pas pourquoi, alors même que l'on a le droit de vote, nous n'avons pas le droit de lire la presse de notre choix dans les enceintes militaires, ni pourquoi les conversations et les activités politiques sont interdites aux appelés et aux militaires en général, sauf, semble-t-il, à ceux qui sont les porte-parole des points de vue gouvernementaux et qui s'expriment sur les ondes et dans la presse.

Col Rouge : On peut tout de même s'informer chez soi ?

« Trafalgar » : Evidemment, et c'est

pourquoi le gars de Brest se retrouve à Toulon, le Toulonnais à Strasbourg, etc., déraciné, loin de ses connaissances et de ses amis, on est plus vulnérable. Ainsi, un copain habitant à moins de 50 kilomètres de Maully le Camp (Aube) est allé à Canjuers, tandis qu'un autre faisait le chemin inverse. La permutation qui pourtant était possible a été refusée. Un exemple parmi tant d'autres.

Peut-on nous démontrer sérieusement que ce statut de totale dépendance qui nous est imposé est nécessaire à la Défense Nationale ?

- Nous réclamons le libre choix du lieu d'incorporation.
- Nous réclamons la liberté totale de la presse dans les enceintes militaires, la suppression de l'interdiction d'y parler politique, le libre choix de la tenue civile ou militaire quelles que soient nos activités en dehors des heures de service.

Col Rouge : Ca n'est très compréhensible que pour des appelés à qui on ne laisse pas du tout le choix. Mais les engagés, eux, ils n'étaient pas obligés de signer...

« Trafalgar » : Ecoute, je suis engagé pour 5 ans et je peux te dire que ce n'est pas du tout aussi simple. En fait, 99 % des engagés viennent dans la Marine à la suite de problèmes familiaux ou parce qu'ils n'avaient pas de boulot intéressant et pensaient pouvoir y apprendre un métier. Beaucoup le regrettent au bout de quelques mois ; il faut qu'ils obtiennent la possibilité de résilier leur contrat. Ceux qui remplissent ce sont ceux qui savent d'avance qu'un brevet élémentaire de secrétaire, de fourrier ou même de mécano ne leur ouvrira aucun horizon professionnel dans le civil.

8 Nous nous battons pour une réelle formation professionnelle avec



débouchés. Le minimum : un CAP pour tous les engagés.

— **Suppression de l'École des Mous** qui permet à la hiérarchie de ramasser des jeunes de 16 ans, souvent sans expérience, victimes des affiches publicitaires. Signer un contrat de 5 ans à 16 ans sans savoir à quoi on s'engage, ça pèse lourd après...

Col Rouge : Comment expliquez-vous alors les oppositions qu'il y a souvent entre les matelots : engagés contre appelés, anciens contre mous ?

« Trafalgar » : C'est que la hiérarchie a depuis longtemps compris que pour régner, il faut diviser les gars. Alors, on joue telle compagnie contre telle autre, les Antillais contre les Tahitiens, les anciens contre les bleus et surtout les engagés contre les jppelés. D'ailleurs, pas mal d'anti-militaristes civils font l'équation suivante : Engagés = Crevures, Appelés = Braves mecs... Comme on te l'a expliqué, nous refusons ce schéma.

Col Rouge : C'est vrai... On entend même souvent les engagés parler d'exploitation. Ils disent que l'Etat les exploite. Qu'en penses-tu ?

« Trafalgar » : Un second-maitre ou un patron qui compare son salaire et ses avantages sociaux à ceux des ouvriers de l'arsenal voit rouge. Et pourtant, les ouvriers de l'arsenal sont aussi exploités, c'est à dire que leur travail rapporte du fric, sinon on ne les embaucherait pas.

Alors, tu vois ce que cela peut donner pour un BE ou un « crabe » qui font le même boulot qu'un maitre principal quand ce n'est pas davantage.

« Potemkine » : Et nous, les appelés, alors ! On bosse au moins autant que les autres. Pas moins sûrement. Et en échange, on reçoit une poignée de figues... Notre solde ne nous donne pas la possibilité de faire face à nos dépenses, même modestes, occasionnées par les loisirs et les déplacements. En réalité, elle nous laisse à la charge de nos familles quand elles en ont les moyens !

Nous exigeons pour tous une solde au moins égale au SMIC et la gratuité des transports.

Col Rouge : Avec tout ça, vous n'êtes sûrement pas d'accord avec le règlement militaire. « Sois bête et tais-toi », ça ne doit pas être votre devise, ni celle de la plupart des matafs, je suppose. Et pourtant, très rares sont les cas de désobéissance. Par quels moyens la hiérarchie militaire tient-elle donc sous sa botte tant de personnes ?

« Trafalgar » : En effet, le règlement nous donne un seul droit : nous taire. Et cela, nous ne l'acceptons plus. Le règlement permet en fait à n'importe quel grade de donner les ordres les plus fantaisistes et par conséquent lui permet de punir quand il veut n'importe quel subordonné pour « refus d'obéissance ». De façon générale, le quartier libre et la perm' sont de véritables instruments de chantage à la docilité et à la servilité. De plus, n'importe quel civil ne peut être, en principe, puni de prison que par un tribunal. Il a été au préalable entendu par un juge d'instruction et il a eu droit à un avocat. Au contraire, un militaire, pour peu qu'il ait quelque grade, devient à la fois juge et partie et peut envoyer un subordonné aux arrêts de rigueur, c'est à dire en prison. Mieux, la hiérarchie, groupe d'hommes apparemment au-dessus



des lois, a sa propre police : la Sécurité Militaire. Cette dernière, sous prétexte de lutte contre l'espionnage, peut ouvrir notre courrier et nos placards, surveiller nos déplacements et nos conversations, à une époque où toutes les armes que nous pratiquons font l'objet d'une vente massive et effrénée sur les marchés étrangers et alors que nous n'avons accès à aucun secret de la défense. La hiérarchie a en plus ses propres tribunaux qui peuvent nous envoyer à discrétion dans les prisons, les camps disciplinaires et les bagnes militaires.

Lorsqu'on nous a enseigné les « valeurs républicaines » sur les bancs de l'école, on nous a caché qu'il y avait aussi un domaine réservé, un véritable Etat dans l'Etat. L'affaire du Chili nous montre jusqu'où cela peut conduire.

— **Nous réclamons la suppression des prisons militaires et des punitions, des brimades et du droit aux 7 % de pertes.**

— **Nous réclamons la dissolution de la Sécurité Militaire et des tribunaux militaires, la suppression des camps disciplinaires, la fermeture du Fort d'Aiton et de tout autre camp « spécial ».**

Col Rouge : Maintenant que vous avez expliqué en gros qui vous êtes et ce que vous voulez, une dernière question : pouvez-vous nous donner quelques précisions sur ce que vous comptez faire pour faire aboutir vos revendications ?

« Potemkine » : Tu penses bien que nous n'allons pas attendre le bon plaisir de nos princes pour nous accorder quelques droits. Dès maintenant, nous exigeons d'être traités en citoyens à part entière. Chaque brimade, chaque punition doit être connue de l'opinion publique. Alertons la presse civile (« Le Monde », etc.) et anti-militariste (CDA BP 12610 PARIS 10ème) de l'ordre inique qui règne derrière les murs. Tous à nos plumes... Dès maintenant, nous ferons circuler toute la presse. Dès aujourd'hui nous mettons à la disposition de ceux qui risquent de passer en TPGA un collectif d'avocats. Nous enverrons du fric de collecte et des clopes à ceux qui sont en taule, etc.

Dès aujourd'hui, « Col Rouge » doit être un haut-parleur à l'intérieur de toutes les casernes de la région pour faire circuler les informations, unifier nos revendications, passer les consignes, regonfler le moral de ceux qui luttent et aider ceux qui s'organisent.

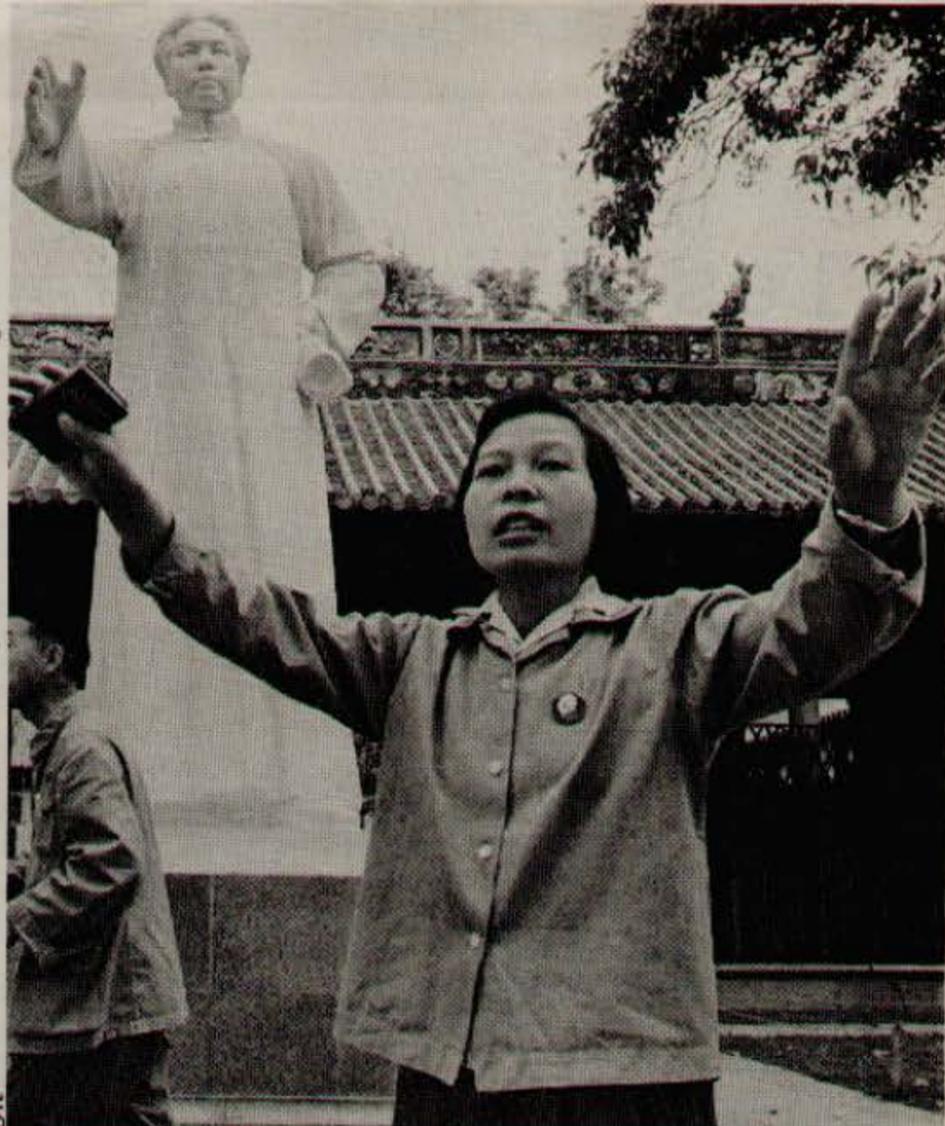
Toutes les anecdotes, les contributions, les blagues, les poèmes seront les bienvenus.

ce à un déploiement policier assez impressionnant, allant jusqu'à l'apparition de chiens policiers dans un but d'intimidation évident.

Les militants interpellés (4) étaient relâchés après 3 heures de garde à vue.

Par cette action, les CDA ont dénoncé pratiquement la répression contre le mouvement anti-militariste (condamnation du GARM lyonnais et de son imprimeur le 10 avril à plus de 2,5 millions d'AF d'amende pour « incitation de militaires à la désertion et à l'insoumission ») et assurer les appelés du soutien des anti-militaristes civils à leur lutte.

Que le pouvoir sache que chaque procès, chaque arrestation, chaque mesure d'intimidation contre les anti-militaristes donnera lieu à une mobilisation, car c'est le procès de l'armée de guerre civile dont rêvent nos apprentis Pinochet qui est à l'ordre du jour pour les travailleurs et la jeunesse.



UN REVENANT

Le chef de la délégation chinoise à l'ONU a nom Teng Hsiao-Ping. Secrétaire général du PCC à la veille de la révolution culturelle, il avait été un des principaux limogés. Les Gardes Rouges l'appelaient le « second Kroutchev chinois », la place de premier Kroutchev étant réservée à Liou Shao-Chi. Un « sondage d'opinion » fait en 1967 à l'initiative du Groupe central de la Révolution culturelle sur le thème « qu'attendez-vous du futur congrès du PC ? » (le IXème), avait fait apparaître une unanimité contre la présence de Teng (avec 9 autres personnalités nommément désignées) à cette réunion.

Pourtant en avril 73, après presque 7 ans d'éclipse, il réapparaît lors de réceptions officielles. Il retrouve son titre de vice-premier ministre et le Xème Congrès du PCC l'élit au Comité Central. En janvier on apprend qu'il est de nouveau membre du Bureau Politique. Et le voilà porte-parole de la Chine Populaire à l'ONU, investi de l'une des responsabilités les plus importantes et les plus en vue. Le dimanche 14, il dîne avec Kissinger à New-York pour faire le point des rapports USA-RP de Chine.

Il est difficile de savoir ce qui se passe aujourd'hui en Chine. Certains voient, dans la reprise de thèmes « idéologiques » les débuts de la Révolution Culturelle, le signe

d'un nouveau « tournant gauche » de la politique maoïste. La politique étrangère chinoise, pourtant, n'a pas changé. La récente arrivée à Pékin d'un ambassadeur de la Junte Chilienne en est un exemple criant. La réintégration, sans explication politique quelconque, et sans débats, des « anciens cadres » limogés, les responsabilités nouvelles d'un Teng Hsiao-Ping à la tête de l'Etat et du Parti chinois montrent de même qu'il est difficile de croire à un nouveau cours radical et révolutionnaire. Ou et quand, en effet, les masses ont pu juger de la réhabilitation de Teng - ou de la valeur des arguments de ses accusateurs de 1966 ?

P.R.

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU KAMERUN

Proposition de rencontre Aux camarades de Rouge

Camarades,

Nous avons appris par la « grande presse » la constitution d'un FRONT MARXISTE REVOLUTIONNAIRE qui reprenait le flambeau de la lutte révolutionnaire des militants regroupés autour de ROUGE.

Sous réserve de votre confirmation, l'UNEK félicite la restructuration des énergies prolétariennes de militants qui, au cours de ces dernières années, ont beaucoup contribué au recul de l'impérialisme et à la solidarité prolétarienne internationaliste.

Nous suivons également avec un vif intérêt votre apport dans les démêlés électoraux actuels, pensant qu'aucune occasion ne doit être négligée pour combattre l'impérialisme et l'ordre bourgeois, fauteurs d'exploitation et de colonialisme.

D'autre part, plusieurs occupations militantes nous ont empêchés de prendre contact plus tôt avec vous pour fixer la date de notre rencontre comme convenu. Nous vous prions de nous en excuser.

Nous vous proposons donc, sans ignorer votre grande mobilisation actuelle, les dates du 17 mai ou du 16 mai vers 20 heures.

En attendant de vous rencontrer, nous vous adressons nos salutations fraternelles et résolument anti-impérialistes.

Pour le Comité Exécutif de l'UNEK
Bwemba Bong
V.P. aux affaires internationales

AFRIQUE



en lutte

n° 7/8

VIENT DE PARAITRE

Au sommaire :

- Lettre ouverte à l'UPC
- Encore une fois « le front » !
- Répression au Congo
- La coopération sur le terrain
- Crise économique au Sénégal
- Madagascar, Zaïre, colonies portugaises, Ethiopie, Internationale, etc.

Lundi 15 avril de 21 h 30 à 22 h 30, les militants du CDA de Lyon sont intervenus en gare de Perrache pour s'adresser aux appelés permissionnaires retournant par trains spéciaux dans leurs garnisons de l'Est et d'Allemagne.

Plus de 2000 tracts ont été massivement distribués dans les trains, sur les quais, dans le buffet. Dans le hall, trois militants du CDA, juchés sur le toit d'un kiosque, tendaient une banderole « La France ne sera pas le Chili, à bas l'armée de guerre civile ».

Une affiche publicitaire de la Légion vantant les mérites du métier de mercenaire, était ornée d'une croix gammée. Les prises de parole devant 500 personnes massées en permanence étaient bien accueillies, les tracts lus avec intérêt.

Ce n'est qu'au bout d'une demi-heure que les flics réussissaient à grimper et à déloger brutalement les occupants. Au paravant la foule avait été repoussée grâ-

les flics de wilson contre les étudiants

INTERVIEW D'UN MEMBRE DU COMITE DE COORDINATION MARK TURNBULL (IMG)

Peux-tu nous donner un résumé chronologique de la lutte à Essex ?

Tout d'abord, je voudrais préciser que l'université d'Essex a déjà derrière elle une tradition de lutte. Elle avait déjà été occupée en 72 au moment de la grève des mineurs et mise à la disposition de ces travailleurs comme un centre de regroupement des piquets de grève, piquets volants organisés par les mineurs dans toute l'Angleterre.

La lutte d'aujourd'hui est le résultat de l'occupation de l'automne 73 qui a duré 23 jours, dans le cadre de la campagne nationale pour l'augmentation des bourses (Grants campaign) et contre les hausses de prix dans les cités et les restaurants universitaires. Parmi les étudiants qui occupaient, 37 d'entre eux ont été frappés par des mesures disciplinaires et sur les 10 qui sont jusqu'à maintenant passés en procès, 3 (dont 2 camarades de l'IMG) ont été expulsés. Dès l'annonce de cette nouvelle, les étudiants ont à nouveau immédiatement occupé l'Université, mettant en place des piquets d'occupation, pour empêcher toute marchandise de pénétrer dans l'Université.

Comment s'est organisée la lutte ?

L'organisation démocratique de la lutte ne s'est vraiment réalisée qu'à partir du moment où des étudiants d'autres universités ont rejoint notre piquet d'occupation. L'exécutif du National Union of students (NUS), à peu près équivalente à l'UNEF, s'occupa des négociations sans que les piquets soient informés et sans organiser les besoins matériels de l'occupation. C'est pourquoi

un meeting de tous les étudiants (AG) fut convoqué, où il fut décidé de l'élection d'un comité de mobilisation, composé d'étudiants d'Essex et d'autres universités, rééligible tous les jours par l'assemblée générale des étudiants. Des commissions de propagande bouffe, loisirs, ont été mises sur pied également.

Mais l'installation d'un simple piquet de grève s'est vite avérée insuffisante. Le piquet avait pour but de stopper toutes les arrivées de marchandises. Mais le premier affrontement se produisit lorsqu'un camion d'ordinateurs fut arrêté, l'administration voulait les installer plus tôt possible et, pour cela, le camion passa au travers du piquet d'occupation, avec l'aide de la police qui arrêta 15 étudiants. Les flics forts de cette première victoire, renouvelèrent leur action et le mercredi 20 mars, 90 étudiants furent à nouveau interpellés. Ces 105 étudiants ont leur procès le 29 avril. Le lendemain, une manifestation nationale fut appelée, à Colchester contre la répression. Avant ces événements, une conférence nationale contre la répression avait été organisée, en relation avec les universités de Kent et Oxford, également en lutte ces derniers mois.

Comment s'est organisée la solidarité ?

Toutes les universités du pays furent contactées pour envoyer de l'aide aux piquets d'occupation. De l'argent fut collecté par les branches du NUS.

De nombreux télégrammes de solidarité furent envoyés de toutes parts, à noter celui des FCR (lycéens) et étudiants français en lutte, auxquels l'université d'Essex apporte son salut fraternel et sa solidarité révolutionnaire :

Nous avons reçu également le soutien de nombreuses branches syndicales : Derbyshire NUM (mineurs) qui nous envoya un chèque en blanc pour les étudiants arrêtés.

Colchester Trades Council

Manchester Liverpool Trades Council

GWV (syndicat des transporteurs)



photo GAMMA HARDY

qui ont accepté de ne pas livrer leurs marchandises à Essex.

Quelles sont les perspectives pour la lutte ?

Les événements qui ont eu lieu à Essex ne doivent pas être isolés dans la vague de répression qui frappe non seulement les militants étudiants, mais également les travailleurs. En 1971, le gouvernement essaya d'introduire des mesures qui attaquaient l'autonomie des organisations étudiantes. La riposte étudiante avait été massive et avait forcé le pouvoir à abandonner son projet. A la même époque, l'Industrial Relations Act, kyrielle de lois anti-ouvrières fut adopté par le gouvernement tory. Face à ces

attaques croissantes contre les travailleurs, les étudiants et ouvriers ensemble ont combattu à travers des campagnes très militantes, pour leurs bourses ou leurs salaires. Dans le cadre de cette offensive générale de la classe dominante, qui se reflète dans tous les secteurs, par des lois et décrets, comme les lois anti-piquets, par lesquelles, 6 travailleurs du bâtiment sont en prison aujourd'hui (à Shrewsbury). Le mouvement étudiant et notamment à Essex, se donne comme perspectives de maintenir les liens établis déjà avec la classe laborieuse pour renforcer leur combat sur des bases unitaires et établir un rapport de forces réel face aux attaques continues de la bourgeoisie en vue de remettre en cause leurs acquis.

LIBERALISATION AU SENEGAL ?

Senghor vient de libérer les prisonniers politiques qui croupissaient dans les prisons sénégalaises. Pas n'importe quelles prisons, puisque l'un des derniers camarades Umar Diop Blondin y périt à la suite de sévices !

Mais la postérité bourgeoise ne retiendra que ce geste magnanime du poète président. La mansuétude est la qualité des grands princes. Merci MM. Decraene et Biarnes pour vos phrases lyriques et apologétiques dans « Le Monde ». Personne n'attendait autre chose de vous.

Pour les révolutionnaires sénégalais, la libération des politiques ne change pas grand chose. Il s'agit d'une opération démagogique, s'inscrivant dans une politique d'intégration-répression. Senghor sanctionne ainsi le reflux que connaît le mouvement de masse sénégalais et tente encore une fois de séduire des pans entiers de la petite bourgeoisie urbaine et de la jeunesse scolarisée qui lui sont hostiles. Enfin, il libère Mamadou Dia en gage d'homogénéisation de la classe diri-

geante à l'heure où les conflits peuvent s'y multiplier.

Rien pour les militants obligés de rester à l'étranger du fait de leurs positions anti-impérialistes.

Rien pour ceux qui, jugés par contumace, risquent de purger de lourdes peines une fois arrêtés. Il n'y a pas d'amnistie.

Enfin, cette soi-disant mesure de clémence a été voici plusieurs semaines précédée par un communiqué vengeur de l'UPS à propos du PAI (Parti Africain de l'Indépendance).

Les arguments y sont tout simplement bovins. « S'agissant plus particulièrement du chef de l'Etat, secrétaire général de l'UPS, il est prêt à soumettre à la justice de son pays, dans les formes légales, toutes accusations qui seront portées contre lui, à la seule condition que leurs auteurs aient le courage de se faire connaître. De même, le parti n'entend plus répondre qu'à des tracts signés ».

Le PAI a été interdit par Senghor, beaucoup de ses militants ont été empi-

sonnés pour simples activités de propagande politique.

Décidément, à l'UPS, on ne réussit pas à prendre le masque « humanitaire et démocratique ». Quel est le vrai visage du régime ? Le communiqué de l'UPS ou la libération des prisonniers ? La réponse se trouve dans l'analyse de la situation économique, dans l'analyse des difficultés croissantes des travailleurs sénégalais face à une inflation abrutissante, dans l'analyse du mûrissement du mouvement étudiant. La réponse est : répression, répression. Le vrai visage de l'UPS est dans son communiqué imbécile contre le PAI.

Les révolutionnaires sénégalais n'ont aucune illusion à se faire pour l'avenir. Il n'y aura peut-être pas à court terme de procès retentissant, d'arrestations massives. Mais ils sont suivis, fichés, espionnés, on fera mille pressions sur eux par la multiplication des gardes à vue, le refus des bourses d'étudiants, le refus d'embauche, etc. Le régime préparera ainsi la prochaine épreuve de force. Il pourra frapper très fort en expliquant que vrai-

ment ces gens-là ne respectent pas le geste d'apaisement et de bonne volonté du gouvernement. Mais que le régime ne s'y trompe pas.

Les révolutionnaires sénégalais trouveront toujours en France, au sein du mouvement ouvrier et révolutionnaire, ceux qui les soutiendront, qui dénonceront la crapulerie de ce régime et qui se chargeront par tous les moyens de faire sa « publicité » à Senghor.

Pour notre part, marxistes-révolutionnaires, africains, sénégalais ou européens, nous avons des divergences profondes avec les camarades du PAI. Nous polémiquons sans concession avec eux. Mais nous ne laisserons pas sans réaction la répression s'abattre sur eux ou sur d'autres courants révolutionnaires comme le laisse prévoir le communiqué de l'UPS. Nos divergences sur le processus révolutionnaire au Sénégal sont une affaire qui intéresse les militants anti-impérialistes. Que le gouvernement sénégalais ne compte pas sur ça pour frapper les uns et les autres dans l'indifférence générale.

CONTRE LA REPRESSION,
UNITE ANTI-IMPERIALISTE !

cambodge

VERS LA VICTOIRE COMPLETE

« Les leaders de la résistance intérieure m'ont fait connaître que les FAPLNC feraient tout pour libérer Phnom Penh. Au cours de cette année. Personnellement, je pense que nos ennemis ont les moyens de prolonger la guerre et que notre lutte armée sera peut-être très longue ». C'est en ces termes que Sihanouk répondait début février au journaliste de « Libération » qui lui demandait si le FUNK était prêt à emporter une victoire militaire décisive. (1)

Maintes fois les porte-paroles de la résistance cambodgienne ont souligné l'importance décisive des offensives de cette année. Mais nulle part il n'est écrit, dans les déclarations du FUNK que Phnom Penh sera libéré, en tout état de cause, au cours de cette saison sèche. Comment en comprendre le problème ?

Les combattants cambodgiens, sauf retournement imprévisible de la situation, semblent assurer de la victoire. Mais les rythmes de leurs offensives restent déterminés par au moins quatre ordres de facteurs : le rapport de force militaire, l'attitude de l'impérialisme américain, l'évolution du rapport de force au sein du FUNK et l'organisation révolutionnaire de la population rurale et urbaine, le contexte indochinois. L'absence d'informations suffisantes rend difficile l'étude de la situation. Mais l'actualité fournit nombres d'indications permettant de faire partiellement le point. Les dépêches de l'Agence Khmer d'Information, comme les inquiétudes manifestées par les représentants du FUNK quand à une possible intervention directe américaine montraient que la stratégie du FUNK restait progressive, tout en continuant à enregistrer des succès, et que le gros des offensives était prévu pour les mois de mai-juin, au coeur de la saison sèche (voir Rouge, N.248). Le récent voyage du porte parole de la résistance intérieure, KHIEU SAMPHAN, en RDVN, en Chine et en Corée montre que la préparation politique à l'offensive finale s'accélère.

« C'EST A EUX... »

C'est la première fois qu'un des trois principaux dirigeants du FUNK intérieur, Khieu Samphan, Hou Youn, et Hu Nim, sort du Cambodge pour un voyage officiel. Député de l'extrême gauche sous Sihanouk, il est de ceux qui ont rejoint les maquis dès 1967. Il était accompagné, durant son voyage, de Jeng Sary, qui avait quitté Phnom Penh dès 1963, pour organiser des zones de résistance, et qui avait représenté le FUNK intérieur auprès de Sihanouk à Pékin après le coup d'état de 1970. C'est donc la reconnaissance internationale des communistes cambodgiens, les « kmers rouges », comme dirigeants effectifs du Funk et du

Grunk qui a été sanctionnée par ce voyage.

Sihanouk a tenu à le souligner lui-même, reprenant devant l'aéropage complet de la presse mondiale, en Chine, les propos qu'il avait déjà tenu lors de nombreux interviews : « C'est à eux (les « Khmers Rouges ») que reviendra la charge du gouvernement... Ma position sera à peu près celle de la reine d'Angleterre, avec mes chiens, mes courses de chevaux, ma caméra et mes plaisirs gastronomiques, mais je continuerai à me battre dans le domaine diplomatique... C'est vrai, je suis toujours populaire dans mon pays, mais je n'en tirerai pas parti pour contester le pouvoir des khmers rouges, je vous prie d'en être bien convaincus ». (Le Monde, du 5-4-74).

Cela faisait longtemps que la direction effective du FUNK revenait aux anciens militants du PC cambodgien, le Pra chéa chon. Mais il leur restait à affirmer leur stature internationale. C'est fait.

« IL N'Y A PLUS DE PROBLEMES... »

Durant l'automne 73, d'évidentes tensions étaient apparues au sein du FUNK, entre les « khmers rouges » et Sihanouk. Cette fois-ci ce dernier affirme : « il n'y a plus de problème entre nous ». Déjà dans l'interview donné à Libération, un changement de climat était sensible.

Sihanouk affirmait que la Chine et la RDVN avait coupé l'aide, du fait des accords passés à Paris en janvier 73. La réalité des faits était alors difficile à définir : derrière ces accusations pouvaient se manifester aussi bien les tensions internes du FUNK à la veille de la prise du pouvoir que des désaccords au sein du front révolutionnaire indochinois. Au journaliste qui lui demandait ce qu'il en était de l'aide extérieure, notamment en armement, Sihanouk répond en février que « depuis le début de la saison sèche,



la situation des FAPLNC, sur le plan matériel, s'est beaucoup améliorée. D'une part la RD du Vietnam, et la RP de Chine ont décidé de donner satisfaction à nos demandes d'aides matérielles, demandes qui se justifient de par les décisions du président Richard Nixon, d'envoyer de nouvelles et colossales aides militaires et économiques au régime de Lon Nol (2), et d'autre part, nos vaillants combattants ont réussi à prendre à l'ennemi d'énormes quantités d'armes et de munitions (3)... ».

« ANEANTIR TOTALEMENT ... »

Pour Khieu Samphan, le FUNK a établi « des positions solides même aux portes de Phnom Penh » et il serait en mesure d'« anéantir totalement l'ennemi dans un proche avenir ». (Humanité du 4-4-74). Sur le terrain, la poussée militaire des FAPLNC s'accroît, après la libération de l'ancienne capitale royale d'OUEDONG.

Autour de Phnom Penh, de nombreux postes fantoches ont été enlevés durant les 15 derniers jours, tels PREK KRASA et PREK TAPAU (à environ 11 km au sud de la capitale), Kos Anlong Chen et Suang Rocoum (à moins de 10 km du centre), PREK TAEV (à 8 km au sud-ouest), PHUME KRUOS sur la route N.5 au nord. Sur le Mékong, plusieurs ont été occupés par le FUNK qui harcèle les convois fluviaux et a coulé ou incendié plusieurs navires transportant armes et munitions. De nouvelles roquettes sont tombées près de la résidence de Lon Nol, dans le faubourg de Takman. Enfin depuis début mars, une violente bataille se déroule autour du petit port de Kampot, les FAPLNC ayant réussi à prendre pied dans les quartiers nord de cette ville.

C'est en mai-juin que le gros de l'offensive était prévu, et c'est en août que la saison sèche se termine complètement et que la crue des eaux du Tonlé Sap et du Mékong rend la poursuite des combats très difficile. La volonté de se prémunir au mieux contre une intervention directe US comme d'organiser mieux avant la victoire, et pour la victoire finale, la population, pourrait amener la résistance cambodgienne à reporter à l'automne 74 les dernières offensives. Mais il semble bien que nous assistions effectivement aux préparatifs politiques et militaires d'une « victoire complète » pour cette saison sèche 1973-74.

Soutien total aux offensives du FUNK !

Pierre Rousset

(1) « Libération » du 5-2-74

(2) Une nouvelle augmentation de l'aide a été décidée à Washington, ce qui la porte à un total de 600 millions de dollars pour 1974.

(3) C'est notamment avec des canons de 105 américains que les FAPLNC ont bombardé des objectifs fantoche dans Phnom Penh.

ERRATUM

Une coquille s'est glissée dans l'article sur le Laos publié dans Rouge N.250. Ce n'est pas 12.000 hommes qui peuvent être armés par chaque partie dans Vientiane, mais 1200. De même, dans le chapeau, il ne faut pas lire « conseil politique régional » mais « conseil politique nationale ». Enfin, SAMNEUA n'est pas la « capitale » de la zone libérée, mais sa « capitale ».

LOC NINH BOMBARDEE !

Le vendredi 12 avril, les forces du GRP rasaient au sud-vietnam la base fantoche de Tong Le Chan. En représaille contre les « empiètements » constants de l'armée saïgonnaise, Tong Le Chan, enclavé dans la zone libérée, servait de point de départ à d'incessantes attaques.

Depuis l'aviation fantoche à plusieurs reprises bombardé la ville de Loc Ninh, principale agglomération urbaine en zone libérée, et notamment les villages avoisinant de Xom Rung et Loc Thai.

Avant tout, raids de terreur, ces bombardements auraient eu aussi pour but de frapper un quartier général du GRP. Ils ont fait des dizaines de blessés et de tués civils.

Auparavant, l'aviation de Thieu n'avait pas hésité à pilonner sa propre base de Tong Le Chan, pour éviter que les FAPLNC ne s'emparent d'armes en état de marche, sans souci des blessés de l'armée saïgonnaise qui restaient enfermés dans la base.

Haïte aux bombardements de l'aviation fantoche !





PORTIER DE NUIT

A la différence des Damnés, Portier de Nuit n'est pas un film majestueux ou architectural. Chez Visconti, on sentait sous la broderie des névroses toute l'épaisseur du tissu social. Dans Lacombe Lucien même, le hasard, individuellement décisif, d'une crevasse, n'échappe pas à la reconstitution historique et sociale, minutieusement fidèle.

Portier de Nuit, c'est d'emblée l'onirisme. En direct de l'inconscient et de ses profondeurs. Scandé de séances spectaculaires, au sens propre du terme : opéra de Mozart, chorégraphie, cabaret. Comme chez Nietzsche, l'Art terrasse l'Histoire, Dionisos supplante Apollon.

Autant de scènes qui grignotent la mémoire : le film séduit et envoûte à l'usure, à retardement.

Déconcertée, la critique tâtonne. Dans le Nouvel-Observateur, Bory étale une perplexité admirative. A la radio, Benayoun s'indigne. Dans Politique-Hebdo, J.-M. Damian s'inquiète : « La gauche s'est fait avoir : par honnêteté intellectuelle elle s'est mise à démystifier cette période au moment précis où la bourgeoisie avait besoin de se déculpabiliser ».

Alors, odieux Max, le portier tortionnaire, ancien bourreau nazi ? Odieuse ou victime, Lucia, jeune déportée ? Qui est le juge et au nom de quoi ? « Ce qu'on fait par amour s'accomplit toujours par-delà le bien et le mal ». La formule de Nietzsche a fait fortune. Et dans le film, l'érotisme désespéré du couple victime-bourreau relègue en fond de scène, fondu dans un décor flou, l'atrocité des camps.

Max n'emprunte pas ses valeurs. Il les crée. Elles fleurissent au bout de ses désirs. Au-delà même du nazisme transitoire et périssable.

Ses anciens compagnons d'armes et de torture se livrent à de curieuses séances de déculpabilisation mutuelle. Pour réintégrer petitement, minablement, la société restaurée, ils s'acquittent les uns les autres. Mais la parodie même du jugement implique la reconnaissance de la faute. Max, lui, refuse ce jeu. Il vit la nuit et n'a pas besoin de reprendre place dans la société diurne. Il n'appartient pas à l'histoire du nazisme, il la surplombe. Faisant

faire par surprise le salut nazi à ses compagnons (réflexe conditionné), il tourne en dérision le rituel auquel les autres s'accrochent.

Dans l'univers-mythique de Max, société et histoire ont peu de place. La première est réduite à cet hôtel arbitraire, hanté de fantômes nocturnes ; et lorsqu'elle fait furtivement irruption, c'est sous les traits ridicules de l'ordinaire, du quotidien, de l'époux virtuose dont la fatuité aveugle met en évidence la médiocrité du couple légal. Victoire de l'homme tropical sur l'homme moral et tempéré. Quant à l'histoire, elle disparaît, niée et vaincue par la répétition stricte et fidèle du passé à laquelle quinze ans après bourreau et victime d'adonnent jusqu'à la mort.

Max, portier de nuit, c'est le censeur de Freud, le gardien d'anti-chambre qui aurait trahi : ouvrant à un inconscient trouble et brûlant, à une ruée de rêves redoutables au lieu de les refouler.

La critique de gôche bien pensante bredouille. Beau, mais dangereux... Des malades... On n'a pas le droit de faire du beau avec ça. Un peu court.

Car le fait est que ce film participe d'un courant plus vaste qui, en France, s'affirme depuis mai 68. A partir de Deleuze, de Guattari, de Lyotard, les idéologies du désir gagnent du terrain. Avec le récent livre de Fourquet (L'Idéal Historique), ils ont franchi un nouveau pas. Glo-

balement, la mode universitaire elle-même a basculé, au détriment du courant althusserien, néo-positiviste, qui régnait auparavant.

Les deux courants sont étrangement symétriques. Hier, c'est la Science toute puissante qui disait la Vérité contre les idéologies. Aujourd'hui, c'est le Désir fécond qui engendre la Vérité contre les morales. Entre les deux, il n'y a plus place pour la conscience, fût-elle de classe. Englouti, le sujet ! Engloutie, la subjectivité révolutionnaire, l'organisation partisane : la politique (la lutte de classe) doit se retirer devant la fête, immense théâtre envahi de désirs et de pulsions.

« Ne sommes-nous pas arrivés au seuil d'une nouvelle période que l'on pourrait négativement d'abord qualifier d'extramoral, puisque chez nous au moins, immoralistes, on commence à soupçonner que la valeur décisive d'un acte réside dans ce qu'il a de non intentionnel, et que tout ce qu'il a d'intentionnel, tout ce qui peut être vu ou su, tout ce qu'il a de conscient, fait encore partie de sa surface et de son épiderme, lequel, comme tout épiderme, trahit quelque chose, mais dissimule plus encore ». C'est ce que disait Nietzsche, qui revient en force.

Fourquet développe et systématise. Il distingue deux niveaux : celui de l'inconscient où s'enracinent les deux figures de la libido, la schizoïde et la paranoïaque, l'active et la réactive, la triomphante et la ressentimentale ; et celui de la représentation « moral-politique » où s'établit l'opposition entre révolutionnaire et fasciste. Il constate que les lignes de partage entre les deux niveaux ne sont pas superposables : « Pourquoi n'y aurait-il pas du désir, du bon désir avec les bonnes synthèses, à l'œuvre dans les mouvements fascistes et dans la classe dominante ? Fût-ce à l'état d'intensités violentes et sporadiques ? ».

C'est aussi la question que pose le portier de nuit.

« Allons-nous à nouveau sombrer dans cette nuit de l'irrationnel où toutes les vaches sont noires ? s'interroge Fourquet. Allons-nous être complices de la destruction de la Raison qui sort de la marmite où tous les concepts sont réduits en bouillie et qui soutient l'idéologie des mouvements fascistes ? ». Questions sans réponse. Le monde de Max ne se discute pas, il s'impose : le film de Liliana Cavani, comme le livre de Fourquet, montrent qu'on ne discute pas impunément avec lui sur son terrain. La porte franchie, on a changé de camp. Comme le rappelle Damian dans Politique-Hebdo, il ne faut pas sous-estimer le fait que le fascisme fut aussi une esthétique et l'attraction qu'il exerça sur une partie de l'intelligentsia.

Mais pourquoi la gauche, face à ces cruautés somptueuses, fait-elle figure de bigotte, ascétique et confite, moralisante ? Mitoyenne de l'idéal chrétien. Fourquet répond : le stalinisme n'est pas un avatar, une usurpation du socialisme. Les bureaucrates n'ont pas défiguré le socialisme à leur image haineuse. C'est au contraire « le socialisme comme ressentiment étatisé qui leur donne ce visage ». Et la « vertu militante » en est la préfiguration. Révolte d'esclaves, morale du ressentiment, dirait Nietzsche qui frappe de la même dérision mysogine l'émancipation des femmes.

Qu'une classe asservie depuis des siècles lutte pour son émancipation dans le cadre qui lui est imposé, qu'elle n'ait ni le choix des armes, ni le temps de polir ses idées, cela va de soi. Et ce n'est pas aux maîtres de s'en plaindre, c'est le verdict du miroir.

Mais il y a autre chose. Qu'on se souvienne du combat de Politzer contre l'irrationalisme et l'obscurantisme nazis (« La philosophie et les mythes »). Il fut livré au nom de la Raison et des Lumières, de Descartes et de Diderot. Au nom de l'idéologie jacobine et démocratique du Front Populaire, de la raison bourgeoise ; et non de la conscience révolutionnaire. C'est l'aboutissement logique des capitulations stalinienne. Bataille à reculer !

Et c'est la même bataille que reprend François Maurin dans sa critique de Portier de Nuit (Huma du 10 avril) : le nazisme, ce ne sont pas les pulsions, les rapports sado-masochistes, c'est d'abord l'acharnement du grand capital, le déchainement de ses bandes armées ; Certes, mais c'est insuffisant. A une subjectivité chavirante, enveloppée de désir, il n'oppose qu'une science anonyme derrière laquelle s'efface le sujet militant.

Pourtant, il y a autre chose à opposer. Une subjectivité historique, révolutionnaire, naissant d'une collectivité consciente. Une subjectivité autour de laquelle rôdaient en Union Soviétique des années 20, les mouvements pour la reconstruction du mode de vie et dont la notion d'un homme nouveau esquissait l'horizon encore diffus. Une telle subjectivité palpite et on ne pourrait expliquer autrement la force symbolique, le rayonnement d'une figure comme celle du Che.

La « vertu militante » qui attriste Fourquet, avec son cortège de « qualités » nécessaires à la lutte (« dévouement », « discipline », « Honnêteté ») peut être aussi une aventure et une esthétique. C'est même inhérent à son enjeu : transformer le monde, changer la vie. A condition de ne pastroquer la Révolution pour son ombre. Sur ce terrain, les tiédeurs et les fadeurs réformistes continuent à faire le lit du fascisme.

Daniel BENSARD



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge
hebdomadaire d'action

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82
communiste

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

	la France		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	160
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement
immédiat sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, joindre
1 fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....